

Edito L'époque est pétroleuse	1
Fidel répond à Bush, Ford et General Motors Fidel Castro	2
Le Mexique paie le maïs importé au prix fort John Burnstein et Manuel Perez Rocha	4
Comment réduire la dépendance pétrolière Renatus Nji	5
L'essence dans la voiture au détriment du repas sur la table Moyiga Nduru	9
Biocarburants contre cultures vivrières Sarah McGregor	10
Une géoéconomie de l'énergie Bruno Bauraind	12
Pour en savoir plus Marc François	22
La presse parle du Gresea	24

GRESEA Echos N°50
Trimestriel: Avril-Mai-Juin
Couverture: Guy Ekondo

Réalisé avec le soutien du service de l'Education permanente de la Communauté française

Editeur responsable:
Erik Rydberg, c/o GRESEA

Comité de rédaction:
Brahim Lahouel, Denis Horman, Marc François, Erik Rydberg, Nicolas Gérard, Xavier Dupret, Sacha Michaux, Bruno Bauraind.

Numéro coordonné par Erik Rydberg

Responsable publication et mise en page:
Nathalie Van Verre

Abonnements:
8 euros / 4 numéros
2 euros / numéro

GRESEA asbl
Groupe de Recherche pour une stratégie économique alternative

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles
Tél. + 32.(0)2 219 70 76
Fax + 32 (0)2 219 64 86
Email: gresea@skynet.be
Site: www.gresea.be

L'époque est pétroleuse

Voici peu, l'info faisait la une de la presse. La British Petroleum annonçait triomphalement qu'il n'y a rien à craindre. Les réserves mondiales de pétrole sont suffisantes pour pomper sans retenue l'or noir pendant... au moins quarante ans [Financial Times, 13 juin 2007]. Le pessimiste sera sans doute porté à dire que le sursis n'est pas totalement rassurant, à peine une génération. D'autant que, l'Agence internationale de l'énergie vient de calculer que la consommation mondiale d'énergie pourrait croître de 57% d'ici à 2030 [Les Echos, 23 mai 2007]. C'est dans ce contexte que les regards se tournent vers les "biocarburants", l'inespérée bouée de sauvetage.

C'est tout simple. Au lieu de produire de la nourriture, dans un monde qui n'en a pas assez, on va, sur les terres cultivables, produire du "pétrole vert". On lira plus loin l'analyse au pirate que Fidel Castro a faite de cette dernière folie humaine. On lira aussi, entre autres, l'étude présentée par le Gresea au campus de l'Université de Lausanne sur la géo-économie de l'énergie, qui reste dominée par un partage gagnant-perdant: le Sud produit, le Nord consomme.

Consomme pourquoi? Bertrand de Jouvenel a eu cette formule frappante: notre siècle a connu deux maux, Hitler et l'automobile. On s'est débarrassé du premier, on reste avec l'autre. "Arbeit macht Freiheit", disait le premier; "Ma voiture, c'est ma liberté" répond, en écho, le second. Comparaison n'est pas raison, mais il y a là comme une invitation méditative. Nos paysages, notre environnement, nos villes ont été façonnés par l'automobile et ses besoins, sans qu'aucune décision, aucun débat démocratique n'ait précédé le choix de société. C'est un cadeau du marché.. Au nom de quel progrès social, économique ou culturel? Passons.

La vogue des "biocarburants" fait, déjà, sentir ses effets. Chacun peut en faire l'expérience. Il suffit, au magasin, au rayon aliments, d'examiner la taille des emballages. C'est qu'on assiste à une lente et durable inflation des prix agricoles et, gênés aux entournures, les multinationales de l'agrobusiness (Nestlé, Danone, Hershey, Coca-Cola, etc.) cherchent à préserver leurs marges bénéficiaires, faire bonne figure à la Bourse tout en se pliant aux diktats de la grande distribution, qui ne veut pas de hausses de prix. La solution? Comme relève le Financial Times [24 mai 2007], c'est simple, il suffit de réduire la taille du contenant, et donc du contenu, et le vendre au même prix, donc plus cher. Unilever y travaille déjà, de même que Kellogg's. Il a lieu d'être attentif lorsqu'on fait les courses.

Attentif jusqu'aux causes de cette inflation, qui risque de se répercuter sur l'économie tout entière. Le Financial Times en distingue trois. Les problèmes dus au réchauffement climatique. La prospérité croissante des économies émergentes: on mange mieux, et plus. Et la transformation de terres cultivables en champs de pétrole vert.

C'est un business et, à ce titre, il obéit au jargon du marché. Déjà, on parle de consolidation. La multinationale de l'agrobusiness Archer-Daniels-Midlands contrôle 20% du "pétrole vert" aux Etats-Unis et dispose des "installations géantes [offrant] la flexibilité" nécessaire (moduler la production entre éthanol et produits alimentaires) pour écraser les nouveaux venus qui ont envahi le terrain alléchés par des profits garantis... dans le court terme [Wall Street Journal, 19 juin 2007]. Archer-Daniels-Midlands? Sur la ligne de départ lorsque, l'an dernier, le gouvernement belge lançait un appel d'offres pour la construction d'unités de production de biocarburants: la Commission européenne n'a-t-elle pas défiscalisé les biocarburants afin qu'ils puissent "atteindre un prix compétitif sur le marché" [L'Echo, 21 janvier 2006] ? Il y a en général un coup de pouce, une forme d'interventionnisme étatique, lorsque le marché fait des cadeaux.

L'interventionnisme, parlons-en. Nous vivons à une époque où les richesses produites sont suffisantes pour satisfaire les besoins de l'humanité, partout. Partout, cependant, la misère s'étend. C'est tendanciel. Peut-être faut-il en chercher les raisons. Au début du 19ème siècle, le philosophe Hegel s'en faisait déjà une bonne idée. Est en cause, résumait en 1954 Marcuse [Raison et révolution, traduction Editions de Minuit, 1968], notre mode de travail social qui a transformé le travail particulier de l'individu, destiné à satisfaire des besoins personnels, en un travail "abstrait et quantitatif" (l'expression est de Hegel, elle a fait florès), destiné à produire des articles pour le marché. Les inégalités dans la répartition des richesses allaient forcément croître, de même que les antagonismes. En 1800, Hegel les jugeait tout à la fois insurmontables pour la société qu'il connaissait et comme la tâche à surmonter. Cette tâche, cette réflexion restent aujourd'hui intactes. Travail social ne peut rimer qu'avec organisation sociale. Y compris entre Nord et Sud, y compris entre richesses agricoles et énergétiques.

Erik Rydberg

Fidel répond à Bush, Ford et General Motors

Fidel Castro 28 mars 2007

Plus de trois milliards de personnes dans le monde condamnées à mourir prématurément de faim et de soif

Je n'exagère pas ; je serais même plutôt prudent. J'ai beaucoup réfléchi là-dessus après la réunion du président Bush avec les fabricants de voitures étasuniens.

Ce lundi 26 mars, l'idée sinistre de convertir les aliments en carburant a été définitivement établie comme un des grands axes économiques de la politique extérieure des Etats-Unis.

Une dépêche de l'agence de presse étasunienne, AP, qui parvient à tous les endroits du monde, affirme textuellement : « WASHINGTON, 26 mars (AP). Le président George W. Bush a vanté, ce lundi, les avantages des voitures roulant à l'éthanol et au biodiesel au cours d'une réunion avec les fabricants d'automobiles où il s'est efforcé de promouvoir ses plans de carburants alternatifs.

« Bush a affirmé qu'un engagement des dirigeants de l'industrie automobile nationale de doubler leur production de voiture fonctionnant au carburant alternatif pousserait les automobilistes à renoncer aux moteurs à essence et réduirait la dépendance du pays par rapport au pétrole importé.

"C'est là une grande avancée technologique pour le pays", a affirmé Bush après avoir inspecté trois voitures à carburant alternatif. "Si la nation veut réduire sa consommation d'essence, le consommateur doit avoir la possibilité de prendre une décision rationnelle."

"Le président a pressé le Congrès d'adopter sans retard une loi que le gouvernement a proposée récemment afin d'ordonner l'utilisation de 132 milliards de litres de carburants alternatifs d'ici 2017 et d'imposer des normes plus exigeantes d'économie de carburant automobile.

"Bush a soutenu une réunion avec Rich Wagoner, président du Conseil d'administration et P.D.G. de General Motors Corp., Alan Mulally, P. D. G. de Ford Motor Co., et Tom LaSorda, P.D.G. du groupe Chrysler de Daimler Chrysler AG.

"Tous les quatre ont discuté de mesures destinées à soutenir la fabrication de voitures à carburant alternatif, d'essais de produire de l'éthanol à partir de sources telles que le gazon et la sciure, et d'une proposition de réduire la

consommation d'essence de 20 p. 100 d'ici dix ans.

"Les discussions se sont déroulées alors que les prix de l'essence ont monté. L'étude la plus récente de l'organisation Lundberg Survey signale que le gallon d'essence (3,78 litres) a augmenté de 6 centimes en moyenne dans le pays ces deux dernières semaines pour atteindre 2,61 dollars."

Je pense que réduire mais aussi recycler tous les moteurs à électricité et à essence est une nécessité élémentaire et urgente pour toute l'humanité. L'idée tragique n'est pas de diminuer ces dépenses d'énergie, mais de convertir les aliments en carburant.

L'on sait aujourd'hui exactement qu'une tonne de maïs ne peut produire que 413 litres d'éthanol en moyenne, selon les densités, soit 109 gallons.

Le cours moyen du maïs aux ports étasuniens est de 167 dollars la tonne. Il faut donc 320 millions de tonnes de maïs pour produire 35 milliards de gallons d'éthanol.

Selon la FAO, la récolte de maïs aux USA a été de 280 200 000 tonnes en 2005.

Bien que le président Bush parle de produire du carburant à partir du gazon ou de la sciure, n'importe qui comprend qu'il s'agit de phrases absolument irréalistes. Calculons bien : 35 milliards, c'est 35 suivi de neuf zéros !

On nous sortira ensuite de beaux exemples au sujet de la productivité par homme et par hectare qu'atteignent les agriculteurs expérimentés et bien organisés des USA ; du maïs converti en éthanol ; des résidus de ce maïs convertis en aliments pour animaux à 26 p. 100 de protéine ; des excréments du bétail utilisés comme matière première pour la production de gaz. Et ce, bien entendu, après de gros investissements à la portée seulement des entreprises les plus puissantes où tout fonctionne à l'électricité et au carburant. Appliquez donc cette recette aux pays du tiers monde et vous verrez combien de personnes parmi les masses affamées de notre planète cesseront de manger du maïs. Pis encore : prêtez donc des crédits aux pays pauvres pour qu'ils produisent de l'éthanol de maïs ou de tout autre type d'aliment, et il ne restera pas un seul arbre pour défendre l'humanité des changements climatiques !

D'autres pays du monde riche ont prévu d'utiliser non seulement le maïs, mais encore le blé, les graines de tournesol et de colza et d'autres aliments pour produire des carburants. Il serait rentable pour les Européens, par exemple, d'importer tout le soja du monde afin de réduire la consommation d'essence de leurs voitures et de nourrir leurs animaux avec des résidus de cette légumineuse spécialement riche en tous types d'acides aminés essentiels.

A Cuba, les alcools étaient un sous-pro-

Il n'est pas fréquent que notre journal...

"Il n'est pas fréquent que notre journal soit d'accord avec Fidel Castro, le dictateur communiste chancelant de Cuba." Dans un éditorial récent, le 7 avril 2007, le magazine britannique de la finance The Economist saluait l'intervention de Fidel Castro en ces termes-là. Pour une fois, The Economist est d'accord. Lorsque Fidel Castro s'est levé de son lit de malade pour écrire un article critiquant l'enthousiasme de George Bush pour l'éthanol, poursuit le magazine, "il a marqué un point." Convertir des aliments en carburants, en effet, n'est guère judicieux.

On comprend le calcul de Washington, note The Economist. Les biocarburants représentent une alternative populaire. Les fermiers adorent: nouvelle source de subsides. Les faucons et va-t-en-guerre adorent, par une promesse de dépendance moindre au pétrole moyen-oriental. L'industrie automobile adore, car c'est continuer comme avant: vive l'énergie verte! L'industrie pétrolière adore aussi cet additif tombé du ciel. Et les politiciens adorent puisque cela fait plaisir à tout le monde.

The Economist, pas d'accord, on s'en doute. Il est, une fois n'est pas coutume, d'accord avec Fidel Castro: la solution américaine "n'est ni verte ni peu coûteuse", assène-t-il. Castro est un des plus anciens représentants du mouvement de décolonisation du Tiers-monde. Le tribunal de l'Histoire nous donnera raison, disait-il en ces temps lointains. Il peut être intéressant, lorsqu'il se fait aujourd'hui l'avocat des peuples du Sud sur la question des biocarburants, de suivre les conseils de l'Economist et de l'écouter jusqu'au bout. (E.R.)

duit de l'industrie sucrière, après trois extractions de sucre du vesou. Les changements climatiques portent déjà préjudice à notre production sucrière. De grandes sécheresses alternent avec des pluies records, ce qui permet à peine de produire du sucre pendant cent jours avec des rendements adéquats durant les mois de notre hiver très modéré, de sorte qu'il manque toujours du sucre par tonne de canne ou de la canne par hectare à cause des sécheresses prolongées à l'époque des semailles et de la culture.

Je crois savoir qu'on utiliserait l'alcool au Venezuela non pour l'exporter, mais pour améliorer les effets qualitatifs du carburant sur l'environnement. Aussi, indépendamment de l'excellente technologie brésilienne de production d'alcool, son utilisation à Cuba pour produire directement de l'alcool à partir du vesou ne constitue qu'un rêve ou un délire de ceux qui s'illusionnent sur cette idée. Dans notre pays, les terres consacrées à la production directe d'alcool peuvent être bien plus utiles à la production d'aliments pour la population et à la protection de l'environnement.

Tous les pays du monde, riches et pauvres, sans la moindre exception, pourraient économiser des milliards de dollars en investissements et en carburants rien qu'en substituant à leurs ampoules à incandescence des ampoules fluorescentes, comme Cuba l'a fait dans tous ses foyers. Cela signifierait un répit qui permettrait de mieux résister aux changements climatiques sans tuer les masses pauvres du monde de faim.

Je ne qualifie pas, on le constatera, ni le système ni les maîtres du monde. Les experts en information et les hommes de sciences socio-économiques et politiques honnêtes qui abondent dans le monde et ne cessent de fouiner dans l'actualité et l'avenir de notre espèce savent le faire excellemment. Il suffit d'un ordinateur et des réseaux croissants d'Internet.

Nous sommes face aujourd'hui, pour la première fois, à une économie vraiment mondialisée et à une puissance dominante sur le terrain économique, politique et militaire qui ne ressemble en rien à la Rome des empereurs.

Certains se demanderont pourquoi je parle de faim et de soif. Je réponds: il ne s'agit pas du revers de la médaille, mais de plusieurs faces d'une autre pièce, à la manière d'un dé à six faces ou d'un polyèdre à encore plus de plans

Je m'en remets en l'occurrence à une agence de presse officielle fondée en 1945 et généralement bien informée des problèmes économiques et sociaux du monde: TELAM, qui affirme textuel-

lement: "Près de deux milliards de personnes habiteront d'ici à peine dix-huit ans dans des pays et des régions où l'eau ne sera plus qu'un lointain souvenir. Les deux tiers de la population mondiale risquent de vivre à des endroits où cette rareté provoquera des tensions sociales et économiques d'une telle ampleur qu'elles pourraient conduire les peuples à la guerre pour le précieux "or bleu".

"Ces cent dernières années, l'utilisation de l'eau a augmenté à un rythme de plus de deux fois supérieur au taux de croissance de la population.

"Le Conseil mondial de l'eau (WWC) estime que 3,5 milliards de personnes seront touchées par cette grave situation d'ici 2015.

"L'Organisation des Nations Unies a fêté le 23 mars, Journée mondiale de l'eau, en appelant à faire face d'ores et déjà à la rareté de l'eau dans le monde sous la coordination de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), en vue de souligner l'importance croissante de cette rareté de l'eau à l'échelle mondiale et la nécessité d'une intégration et d'une coopération accrues qui permettent de garantir une gestion soutenue et efficace des ressources en eau.

"De nombreuses régions du monde souffrent une grave pénurie d'eau, à raison de moins de 500 mètres cubes par personne et par an. Toujours plus de régions connaissent un manque chronique de cet élément vital.

"Les principales conséquences de cette pénurie d'eau sont les quantités insuffisantes de ce liquide indispensable à la production d'aliments, l'impossibilité du développement industriel, urbain et touristique et les problèmes de santé."

Ici conclut la dépêche de TELAM.

Je me garde de signaler ici d'autres faits importants, comme le dégel au Groenland et dans l'Antarctique, les dommages causés à la couche d'ozone, et les quantités de mercure croissantes que l'on trouve dans de nombreuses espèces de poissons de consommation habituelle.

Je pourrais aborder d'autres questions, mais je ne prétendais faire qu'un simple commentaire sur la réunion du président Bush avec les P.D.G. des compagnies d'automobiles étasuniennes.

Le Mexique paie le maïs importé au prix fort

John Burnstein et Manuel Perez Rocha - South Bulletin n° 143, 15 avril 2007

Le maïs est au cœur de la crise alimentaire du Mexique. En partie, le prix élevé du maïs est alimenté par la demande grandissante de maïs pour l'éthanol aux Etats-Unis. Le prix des tortillas a explosé, augmentant de 40 à 100 % au cours d'une seule semaine. Cet article analyse les maux endurés par les petits exploitants agricoles mexicains et la crise grandissante qui frappe le régime alimentaire de base: le maïs. Il a été publié le 26 mars 2007 dans *Foreign Policy In Focus (FPiF)*, dans le cadre d'un projet commun de *The International Relations Center* et de *l'Institute for Policy Studies*.

La production alimentaire du Mexique ainsi que son système de distribution doit faire face à une crise grandissante, comme en témoignent de façon indirecte les déclarations officielles faites après les récentes discussions qui ont eu lieu entre le président George Bush et son homologue mexicain Felipe Calderon. Au cours de leur rencontre, les leaders sont tombés d'accord pour former un groupe de travail bi-national sur le sujet maïs ont rejeté l'option consistant à remanier l'Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA). A la place, ils ont requis une "transition plus douce" pour les petits exploitants agricoles, qui représentent environ un cinquième de la population mexicaine. Une réponse à la normale, somme toute. La pauvreté rurale doit être traitée, et, en termes politiques, le problème doit être relié à une réforme de l'immigration, sujet urgent à la fois aux Etats-Unis et pour les rapports entre le Mexique, et son voisin du nord.

Le maïs est au cœur de la crise mexicaine alimentaire. Les tortillas sont vitales pour ses calories et ses protéines dans le régime alimentaire mexicain traditionnel. En conséquence, la situation était devenue grave par la hausse du prix du maïs au début de cette année, due en partie à la demande accrue pour l'éthanol aux Etats-Unis. Ainsi le prix des tortillas a explosé, augmentant de 40 à 100% en l'espace d'une semaine à peine. Selon Victor Quintana, ancien législateur et leader du Frente Democratico Campesino, une organisation de paysans présente dans l'Etat du "Chihuahua" (nord du pays), les répercussions continueront à se faire sentir sous la forme de prix plus élevés pour les denrées alimentaires de base telles que les œufs, le lait et la viande.

Protestations tortillas

Le maïs, aliment de base traditionnel du Mexique, est chargé d'une signification

symbolique.

Dans les traditions religieuses indigènes, c'est littéralement l'équivalent de la manne céleste donnée par Dieu. A l'heure actuelle, les Mexicains dépendent des tortillas produites à partir du maïs local comme c'était déjà le cas avant la conquête espagnole.

Le blé, sous la forme de pain, a pris une place importante dans le régime alimentaire de la bourgeoisie mexicaine urbaine. Mais la moitié des 100 millions de Mexicains, au bas mot, sans se nourrir exclusivement de tortillas, comptent pour leur subsistance sur le maïs, accompagné d'haricots, qui leur apportent l'équivalent de près de la moitié de leurs besoins en protéines. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les enfants. On peut assez insister sur l'importance d'une augmentation drastique du prix des tortillas. Elle a déjà provoqué des marches de protestation massives, et de manière peu surprenante, avec une ferveur semblable à celle associée aux émeutes du pain.

"Qu'ils mangent des brioches!". On se souvient de cette petite phrase sortie de la bouche d'une reine, ensuite décapitée. Calderon, devenu président de la République au milieu de protestations populaires autour de la légitimité de sa victoire électorale, a été lent à réagir lorsque la crise du maïs a éclaté. Il ne s'est jamais engagé à défendre le prix réglementé de la denrée alimentaire. Il a finalement eu recours à des négociations où, usant de toute son influence vis-à-vis des grossistes et des vendeurs de tortillas, il les a pressés de ne pas augmenter les prix. Le "gentleman's agreement" qui en a résulté a fixé le prix de la tortilla à 8,5 pesos le kilo, et n'a été approuvé que par moins de 5.000 vendeurs de tortillas sur un nombre total de plus de 100.000.

La tête de Calderon est toujours fixée sur ses épaules mais la grogne politique est loin d'être terminée. En effet, à la mi-février, les prix du lait et de la viande ont commencé à augmenter, dû au fait que les vaches mexicaines se nourrissent de maïs.

Abysse

La vague d'augmentations du prix des denrées alimentaires est significative montrant ainsi les courants profonds qui traversent l'économie et la société.

D'abord, il existe un abîme qui sépare les secteurs de production et les secteurs commerciaux.

On n'est pas aux Etats-Unis, une nation presque entièrement urbanisée, voire sur-urbanisée, où l'agriculture s'est mécanisée et est largement centralisée entre les mains du capital global, dans le même temps que sa production est subventionnée par le gouvernement pour un montant de 30 milliards de dollars annuellement. Au Mexique, plus de vingt pour cent de la population travaillent toujours dans le secteur agricole.

L'assistance technique gouvernementale, les crédits ainsi que toutes les formes d'intervention économique dans le secteur primaire ont été ramenés à la portion congrue voici dix ans déjà. C'était comme si le secteur avait été la victime d'un veto. En effet, le retrait de la puissance publique s'est produit par le biais d'une décision exécutive, prise par l'ancien président Carlos Salinas (1988-1994), avant que le Mexique ne rejette dans l'opposition le parti étatique officiel, le Partido Revolucionario Institucional (PRI), en 2000.

La dérégulation de l'agriculture a été décidée de concert avec l'abandon de la réforme agraire. Cela s'est produit lorsque l'ALENA réunissait, plutôt de façon subordonnée, l'économie mexicaine à celle des Etats-Unis. Concrètement, le monde paysan – dont bon nombre est constitué par des personnes indigènes – s'est vu protégé durant une période de transition de 15 ans, durant laquelle les travailleurs qui n'étaient pas concurrentiels au niveau mondial ont été poussés à émigrer de leur campagne vers des "maquilladoras" ainsi que vers d'autres emplois dans l'industrie et les services. La durée de 15 ans était-elle trop courte pour déraciner et réinstaller des millions de familles? Nous ne le saurons jamais, car, de manière draconienne, le gouvernement mexicain a volontairement relevé en avance les tarifs en vigueur sur les céréales de base.

Inutile de dire que l'exode rural ne s'est pas arrêté à la frontière. Beaucoup de fermiers mexicains déracinés ont pénétré le territoire américain ainsi que son économie.

La fin des "Mom and Pop Tortillerias"

C'est sur fond de scandale que le marché local du maïs multi-variété s'est vu envahi par des céréales "bon marché", industrialisées, subventionnées et "biotechnologisées" en provenance du Middle West américain. Tout le système de distribution a été privatisé et revendu à faible coût à MASECA, MINSA, Cargill

ainsi qu'à d'autres grosses entreprises, une opération orchestrée de main de maître par Raoul Salinas (qui n'est autre que le frère de l'ancien président, récemment relâché de prison à la suite d'une condamnation pour trafic de drogue). L'industrialisation de l'industrie a suivi rapidement et de manière inévitable. Les entreprises familiales de tortillas ont fermé leurs portes, ou ont dû utiliser, au lieu du maïs frais de type "massnixtamal", des produits en poudre appelés "Maseca", du nom de son propriétaire, un nom maintenant aussi familier au Mexique que ne l'est "Kleenex" dans la langue américaine.

La qualité des pseudo tortillas étant comparable à celle du pain blanc coupé du Grupo BIMBO, les deux compagnies mexicaines ont mordu à pleines dents dans le marché de la classe moyenne. De façon prévisible, le ratio revenu réel/récolte des producteurs de maïs a chuté, et a continué à chuter du fait que le marché du maïs a été inondé par des produits US plus ou moins équivalents. Les profits sont concentrés dans les firmes industrielles ayant maintenant le contrôle sur le maïs fabriqué ainsi que sur le marketing, qui se fait de manière croissante par le biais des chaînes de supermarchés. Ainsi fonctionne le capitalisme moderne.

Avec la perspective actuelle de pouvoir augmenter les prix du maïs, les agriculteurs mexicains pourraient, potentiellement, augmenter leurs profits. Malheureusement, le marché est entre-temps structuré de telle manière que l'amélioration sera au mieux minime. Comment est-ce possible? Après tout, les petits fermiers produisent du maïs blanc tandis que le maïs US est principalement de type jaune, préféré pour la nourriture animale. Par conséquent, en raison de sa rareté, le maïs blanc se voit attribuer une prime de 10 à 15%. A l'heure actuelle, cependant, la tortilla "Maseca" jaune peut en partie se substituer au maïs blanc, car la différence se remarque à peine lorsque la farine est industrielle.

En résumé, en optant de manière "efficace" pour une économie de taille dans la production de tortillas, le résultat inévitable en a été un oligopole. Les profits significatifs ont, comme d'habitude, accru les phases de transformation de la post-production des produits de base et le marketing. Maintenant que l'industrie est intégrée de façon verticale -de la farine jusqu'à la tortilla emballée- les petits fermiers ont été exclus, rejetés par le marché du maïs, et ont souvent quitté leurs communautés afin de devenir des travailleurs sans papiers aux Etats-Unis.

Large mécontentement

La transformation du maïs, des tortillas et des exploitants agricoles a provoqué un large mécontentement. A la base du pacte social du pays, qui remonte à la révolution mexicaine de 1910, il y avait la garantie d'un accès à la terre sur une partie de l'Etat, par le biais d'un ambigu programme de réforme agraire, pour ceux qui ont envie de cultiver la terre.

De plus, les termes d'échanges entre la campagne et la ville ont été rendus plus tolérables eu égard aux profits du pétrole monopolisés dans les années 1930 au bénéfice de la nation.

Aujourd'hui on nommerait ce deal "souveraineté alimentaire". Donc, c'est ajouter l'insulte politique à des dommages économiques que de prendre la décision de sacrifier la souveraineté alimentaire à l'efficacité du marché en récompensant de manière prédominante un petit nombre de compagnies hautement capitalisées. Le salaire minimum mexicain, qui n'atteint même pas six dollars par jour, s'est élevé d'un peu moins de quatre pour cent au début 2007, tandis que les coûts des aliments de base pourraient bien doubler dans le courant de l'année.

Etant donné la précarité politique du pays, les pratiques de thésaurisation et de spéculation par l'agro-business se révèlent audacieuses. La ruée sur le maïs et la hausse des prix sur les tortillas a commencé en janvier, un mois après que Calderon ait accédé aux affaires de l'Etat. Une différence minime dans le décompte final des voix des élections présidentielles de 2006 a mené le candidat de la gauche du PRD (Parti Révolutionnaire Démocratique), André Manuel Lopez Obrador, à appeler à la fraude et à revendiquer de manière autonome le titre de "Président Légitime". Aujourd'hui Bertah Lujan, qui travaille dans son "shadow" cabinet comme secrétaire du travail, prédit une dépression grave de la demande intérieure. Bien sûr, avec des salaires ayant été indexés à l'inflation, la part de profit des travailleurs a chuté bien loin derrière la montée de la productivité du travail.

Il est évident que l'augmentation du prix des aliments de base apporte un démenti cinglant à l'engagement inaugural de Calderon et l'oblige à mettre en place une politique sociale de réconciliation dans le pays, avec la deuxième plus grande formation présente au Congrès, le Partido de la Revolucion Democratica, le PRD.

Des alternatives meilleures

L'économie domestique devrait être stimulée, plutôt que d'être étranglée. Pire:

une réforme fiscale progressive, urgente aujourd'hui, est moins probable qu'il n'y a six ans, lors de l'investiture de Vicente Fox, prédécesseur de Calderon.

Finalement, la question reste posée de savoir si l'économie US continuera de croître à un taux suffisant pour maintenir la croissance de la demande en une main-d'œuvre mexicaine désespérée, ou bien si l'environnement politique US y mettra un terme.

De nombreux signes indiquent un retranchement derrière une politique de sécurité nationale anti-émigrants aux Etats-Unis.

Que recommande idéalement à cet égard le "groupe d'étude" américano-mexicain nouvellement créé? Une réforme politique sérieuse, intégrée et coordonnée. Le marché local mexicain des aliments de base devrait être protégé afin de rattraper le temps perdu par les agriculteurs mexicains dans les premières années de la mise en place du l'ALENA, et devrait maintenir le maïs et les haricots, ainsi que d'autres aliments agricoles de base hors des discussions.

Pendant ce temps, les Etats-Unis devraient éliminer les subsides destinés à un secteur agricole déjà parfaitement compétitif, aujourd'hui récompensé par une demande accrue en éthanol. Une partie des économies devrait être investie dans le développement rural mexicain, et une autre partie dans une intégration légale des plus de dix millions de travailleurs mexicains sans papiers qui vivent aux Etats-Unis. Le Mexique devrait, pour sa part, ajuster le salaire minimum légal et rendre nécessaires les réformes fiscales afin de canaliser de plus hauts revenus vers la main-d'œuvre, à la fois sous la forme de salaires urbains et sous celle de rendements en direction des petits exploitants agricoles. Les Etats-Unis et le Mexique doivent coordonner leur politique dans les domaines corrélés que sont le commerce, l'immigration et l'agriculture.

En résumé, une nourriture traditionnelle perd de sa haute qualité lorsqu'elle est produite en grande quantité et à bas prix. Les petits producteurs ont aussi perdu leur marché traditionnel. Aujourd'hui, avec l'augmentation de cette denrée alimentaire, les travailleurs non agricoles à bas revenus sont les plus durement touchés et le secteur agroalimentaire réalise de plantureux profits. La crise de la tortilla mexicaine nous invite à nous interroger sur le nombre de fois que nous devons regarder le même film sur la mondialisation de l'agriculture.

Traduction: Gresea

Comment réduire la dépendance pétrolière?

Renatus Nji - Buea (Cameroun) - Afrique Renouveau, Vol. 20 n°3 Octobre 2006

Les pays importateurs s'intéressent à d'autres sources d'énergie

Alors que les cours du brut poursuivent leur envol sur les marchés mondiaux, de nombreux pays africains importateurs de pétrole commencent à envisager très sérieusement d'autres moyens de réduire leur dépendance vis-à-vis de ce carburant. Ils craignent que les dépenses importantes consacrées à l'importation du pétrole et de ses produits dérivés compromettent la poursuite de leur croissance économique. Les sources d'énergie alternatives suscitent donc un nouvel intérêt. Les cours du brut ont bondi de moins de 40 dollars le baril en 2004 à près de 70 dollars en septembre 2006. Ils risquent de se maintenir à des niveaux relativement élevés dans les prochaines années.

C'est une bonne nouvelle pour les 13 économies africaines exportatrices nettes de pétrole. Il s'agit maintenant d'utiliser ces surplus budgétaires en gaspillant moins que par le passé. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a déclaré lors d'une réunion de responsables des secteurs pétrolier et gazier tenue en mai à Alger que les producteurs africains de pétrole devraient investir leurs bénéfices dans leur infrastructure et diversifier leurs économies.

En revanche, pour les 42 pays africains importateurs nets de pétrole (dont trois pays qui en produisent en petites quantités), les cours plus élevés du pétrole posent des problèmes tout à fait différents. En raison du coût plus élevé de l'importation de pétrole, il leur reste moins de devises pour importer d'autres articles de base. Les activités qui sont fortement tributaires du secteur énergétique et des transports sont particulièrement touchées, les coûts de production augmentant et entraînant éventuellement des compressions de personnel et des licenciements.

La montée du coût de l'énergie et des transports se répercute souvent sur les consommateurs. Elle contribue aussi à renchérir les prix de nombreux articles et services, ce qui nuit surtout aux couches pauvres de la population. La Banque africaine de développement (BAfD) estime en effet que le taux d'inflation dans les pays africains importateurs augmentera d'environ 2,6 % en 2006 du fait du coût du pétrole.

Remèdes à court terme

Bon nombre de pays africains importateurs de pétrole adoptent des mesures à court terme pour atténuer l'effet immédiat du coût élevé du pétrole sur leurs économies et consommateurs. Certains fixent des quotas d'importation pour limiter l'utilisation des produits pétroliers. Paul Obi, qui enseigne l'économie à l'Université de Buea (Cameroun), a expliqué à Afrique Renouveau que ces initiatives "visaient à redresser les déséquilibres financiers engendrés par les augmentations des cours du pétrole".

Jusqu'à récemment, l'une des stratégies les plus communes face à l'envolée des cours du pétrole consistait à octroyer des subventions pour maintenir le prix du mazout à des niveaux raisonnables. Mais les subventions ont de graves inconvénients. Les autorités ghanéennes subventionnaient les prix en 2004, au moment où le coût des importations de carburant importé s'est envolé. Le prix du mazout ghanéen étant inférieur à celui des pays limitrophes qui autorisaient des prix plus élevés, des opérateurs peu scrupuleux se sont mis à exporter en contrebande du mazout ghanéen. Les autorités ghanéennes ont dépensé quelque 200 millions de dollars cette année-là en subventions, montant qui aurait pu servir à financer des projets de développement prioritaires.

A présent, la plupart des pays africains, Ghana compris, préfèrent répercuter les hausses des cours pétroliers. Plutôt que d'accorder des subventions, les autorités ghanéennes aident les couches pauvres de la population à supporter la hausse du prix du mazout et des transports en éliminant les frais de scolarité dans le primaire.

Citant l'exemple du Ghana, Sanjeev Gupta, Directeur adjoint du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique, a concédé en mai que ces mesures n'offrent pas de garanties absolues contre les effets de la montée des prix, bien que les autorités ghanéennes aient réussi à en atténuer partiellement les conséquences. Néanmoins, en renonçant aux subventions, les gouvernements africains ont subi des pertes financières moins lourdes que pendant les périodes précédentes de prix élevés. "On n'a pas reçu de demandes d'aide supplémentaire pour faire face à la hausse des cours du pétrole", constate M. Gupta.

Regarder vers l'avenir

Les spécialistes du développement estiment que les pays africains importateurs de pétrole devraient envisager divers moyens de réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole. Cela serait dans leur intérêt économique à long terme, compte tenu notamment des besoins énergétiques plus importants qu'engendrera la croissance économique et démographique. En outre, c'est un bon moyen de préserver l'environnement, la plupart des sources énergétiques alternatives étant bien plus propres et moins polluantes que le pétrole.

Certains pays africains ont déjà commencé à se convertir à des sources d'énergie non pétrolières qui devraient leur permettre à la longue de réduire leur dépendance vis-à-vis de produits pétroliers coûteux. Bien que le gaz naturel soit un combustible fossile comme le pétrole, il est relativement plus propre et peut facilement se transporter par gazoduc.

Certains pays africains ont déjà commencé à adopter des sources d'énergie non-pétrolières en vue de réduire à la longue leur dépendance vis-à-vis des produits pétroliers onéreux.

Certaines solutions sont mieux adaptées à certains pays qu'à d'autres. Toutes présentent des inconvénients économiques ou techniques, du moins au stade de leur utilisation actuelle. Par ailleurs, les efforts de diversification économique se sont révélés globalement plutôt complexes et difficiles en Afrique, où les décideurs politiques et les opérateurs économiques ont d'innombrables préoccupations plus immédiates et ont constaté qu'il faudrait des capitaux importants et une volonté politique inébranlable pour modifier les systèmes de production en vigueur.

Mais la possibilité existe néanmoins. Selon la BAfD, jusqu'à 10 % des besoins énergétiques actuels de l'Afrique de l'Est pourraient être satisfaits simplement par la mise en valeur intégrale de deux formes d'énergie alternative: l'énergie thermique, produite à partir de la vapeur qui se dégage du sous-sol, et la cogénération, qui permet la transformation en électricité de l'énergie thermique produite par une centrale électrique ou par des activités industrielles.

Des biocombustibles ?

Dans son intervention devant les représentants des industries pétrolière et ga-

zière, M. Supachai de la CNUCED a raconté qu'une semaine auparavant il se trouvait au Brésil, pays qui a réalisé d'importants progrès dans l'exploitation des biocombustibles. Ce type de combustible provient de matière organique, souvent de la canne à sucre ou du maïs, qui sont fermentés pour produire un alcool, l'éthanol. Normalement l'éthanol est mélangé avec de l'essence pour produire un combustible meilleur marché et plus propre. Le Brésil consacre désormais la moitié de sa production de canne à sucre à cette fin et produit suffisamment d'éthanol pour faire rouler la moitié de son parc automobile.

"Tout cela peut sembler peu vraisemblable, ou du moins bien lointain, a concédé M. Supachai. Et vous vous demandez peut-être aussi: en quoi les biocombustibles peuvent-ils intéresser l'Afrique?"

Certains gouvernements et sociétés du continent expriment pourtant déjà leur intérêt. Au Sénégal, les autorités encouragent les villageois et les milieux d'affaires à s'inspirer de l'exemple brésilien. A Kaolack, de jeunes agriculteurs plantent une variété d'herbe dont la cellulose peut se transformer en éthanol. Près de la localité de Richard Toll, la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS), le plus gros producteur privé de sucre du pays, a signé un contrat avec une société indienne spécialisée dans l'installation de distilleries d'éthanol.

Actis, une société d'investissement britannique dans les marchés émergents a annoncé en avril son intention d'investir 100 millions de dollars dans le secteur agroalimentaire en Afrique de l'Est, Centrale et de l'Ouest. Ce montant représenterait environ la moitié de la somme dont a besoin l'industrie agricole du continent pour augmenter sa production, notamment de canne à sucre, de maïs et de sorgho, dont une partie est destinée à la production de biocombustibles.

Ailleurs, D1 Oils Africa, une société bio-énergétique britannique, a réservé 174 000 hectares en Zambie aux cultures nécessaires à la production de biodiesel, combustible provenant d'huiles végétales ou animales, destiné aux moteurs diesel. La société, qui fait partie d'un groupe de travail zambien sur les questions d'énergie renouvelable, a été chargée d'élaborer une stratégie nationale d'utilisation du biodiesel.

Demetri Pappadopoulos, directeur général de D1 Oils Africa, explique que le soutien accordé par les autorités zambiennes a été décisif dans le lancement du projet, "qui permettra de disposer de cultures d'oléagineux qui contribueront de façon durable à l'amélioration

des conditions de vie".

Energie solaire

L'énergie solaire provient du soleil et est transformée en énergie thermique ou électrique. L'énergie solaire n'a pas besoin d'autre combustible pour fonctionner et n'est pas polluante. Il est possible de capter la lumière solaire pour le chauffage ou pour la transformer en électricité au moyen de cellules solaires (photoélectriques) ou de miroirs synchronisés comme les héliostates, qui suivent le déplacement du soleil.

En Namibie, l'énergie solaire et éolienne ne représente actuellement qu'environ 1 à 2% de l'ensemble de l'électricité produite. Les autorités, qui étudient la possibilité de financer de nouveaux projets dans ce secteur, ont annoncé fin août qu'elles avaient l'intention d'augmenter la quantité d'électricité d'origine solaire et éolienne d'au moins 0,5% par an, en privilégiant l'énergie solaire.

M. Shimweefeleni Hamutwe, conseiller pour les sources d'énergie alternatives au Ministère namibien des mines et de l'énergie, a précisé à l'agence Reuters que ce projet était encore à l'étude, et que, pour le moment, on s'efforçait de trouver les moyens de financement nécessaires, estimés à cinq à 10 millions de dollars par an.

La compagnie d'électricité sud-africaine Eskom étudie pour sa part la possibilité d'exécuter un projet solaire d'une capacité de 100 mégawatts destiné à augmenter la production du principal réseau électrique du pays. Des études de faisabilité ont démarré en 2001 et les aspects techniques de ce projet ambitieux ont été réglés.

L'un des inconvénients de l'énergie solaire au stade actuel de son utilisation tient aux coûts d'installation relativement élevés. Par la suite, toutefois, les coûts de fonctionnement et d'entretien s'avèrent relativement faibles. Certains pays étudient de nouvelles méthodes de financement pour aider les communautés à développer leurs propres sources d'énergie solaire.

Importantes réserves de gaz naturel

Le gaz naturel est un autre combustible sous-exploité de l'Afrique. On le trouve normalement dans les gisements pétroliers et il est en grande partie consommé pendant l'extraction du pétrole. Lorsqu'il est exploité à des fins commerciales, le gaz naturel sert le plus souvent à la cuisine ou au chauffage des maisons. Mais il peut également produire de l'électricité.

Les réserves gazières confirmées du continent ont fortement augmenté. En

1995, elles étaient estimées à environ 6 300 milliards de mètres cubes, mais on prévoit que d'ici à 2010, elles seront, au terme de nouvelles prospections, d'environ 17 650 milliards de mètres cubes. Sur la totalité des réserves gazières confirmées du continent, 78% se trouvent au Nigéria, le reste étant réparti dans quelques autres pays — l'Algérie, l'Égypte, la Libye, l'Angola, le Mozambique, la Namibie et la Tanzanie.

L'Égypte étudie à présent la possibilité de construire une usine de gaz naturel liquéfié dans le Delta du Nil, où se trouve une grande partie des réserves confirmées du pays, estimées à quelque 430 milliards de mètres cubes. En Tunisie, l'exploitation de gaz se fait essentiellement dans les champs de Miskar, à 125 kilomètres au large des côtes, dont les réserves exploitables sont estimées à 23 milliards de mètres cubes. Ce projet d'exploitation est le plus important entrepris par British Gas en dehors du Royaume-Uni.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) préconise de faire construire un gazoduc en Afrique de l'Ouest. Le projet, qui n'est pas encore entièrement financé, comprendra à terme un réseau de gazoducs transportant du gaz naturel liquéfié des énormes réserves du Nigéria jusqu'aux Bénin, Ghana et Togo voisins.

Bien qu'il soit le plus propre des combustibles fossiles, le gaz naturel pollue tout de même. Un autre inconvénient tient au coût très élevé de la construction d'usines pour extraire et liquéfier le gaz naturel; il est aussi plus cher à transporter et à entreposer que les autres combustibles liquides. Cependant, les frais de construction sont ponctuels et, dans sa phase d'exploitation, le gaz naturel est une source d'énergie peu onéreuse.

Hydro-électricité

La production d'hydro-électricité est la principale source d'énergie alternative actuellement exploitée en Afrique, mais les possibilités dans ce domaine restent énormes. L'hydro-électricité est produite à partir d'hydro-turbines, généralement incorporées dans les barrages construits sur certains des nombreux fleuves du continent. Contrairement au pétrole, cette source d'énergie n'est pas consommée lors de la production d'électricité; elle est donc considérée comme renouvelable et durable.

Le projet hydro-électrique du fleuve Volta, au Ghana, est l'un des plus anciens et des plus connus d'Afrique. Selon le Ministère ghanéen de l'énergie, il a généré environ 83 % de la production énergétique totale du pays en 2005.

Afrique

La centrale principale d'Akosombo a produit 4 718 gigawatts-heures et celle de Kpong 910.

La construction du barrage de Manantali dans la région de Kayes (Mali) a commencé en 1988. Le barrage est administré conjointement par le Mali, la Mauritanie et le Sénégal dans le cadre de l'Organisation régionale pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). A l'origine, l'objectif était d'irriguer 2 550 kilomètres carrés de terre et d'assurer la navigabilité sur le fleuve entre Saint-Louis, au Sénégal, et Ambidédi, au Mali. Des hydro-turbines ont ensuite été installées avec l'assistance financière de la Banque mondiale, et le premier mégawatt a alimenté le Mali en 2001. Depuis, l'énergie produite est également distribuée en Mauritanie et au Sénégal.

Deux barrages ont été construits aux chutes d'Inga (République démocratique du Congo) mais ne fonctionnent pas actuellement en raison des troubles économiques et politiques que connaît ce pays. Un projet de troisième barrage à Inga, une énorme centrale hydroélectrique, est également à l'étude, les partisans du NEPAD estimant qu'il pourrait fournir de l'électricité à l'ensemble de la région, notamment à l'Afrique du Sud, à condition que les lignes électriques d'Inga soient rattachées aux réseaux électriques de l'Angola et de la Namibie voisines. Les coûts de construction sont estimés à six milliards de dollars environ. Le projet pourrait produire l'équivalent de la production électrique de tous les pays de l'Afrique australe combinés.

Comme plusieurs autres sources énergétiques alternatives, la réalisation d'un projet hydro-électrique implique des investissements considérables et une planification détaillée. Il faut disposer d'un vaste territoire pour y construire un barrage de rétention. Certains projets ont fait l'objet de polémiques pour avoir entraîné le déplacement de villageois des zones inondées, ainsi que pour leurs effets nuisibles pour la santé et l'environnement. Des spécialistes du développement ont affirmé que des projets hydro-électriques plus modestes seraient la solution à ces préoccupations.

En fin de compte, la forme d'énergie alternative adoptée par chaque pays africain dépendra en grande partie de sa propre situation. Certains pays disposent en effet de larges réserves de gaz naturel, d'autres ont des rivières et fleuves adaptés à l'énergie hydro-électrique. Presque tous bénéficient d'un ensoleillement important, indispensable à la production d'énergie solaire, et la plupart peuvent réserver des terres agricoles à la culture de biocombusti-

bles. D'autres facteurs comme la volonté politique, l'ouverture des marchés et les capitaux nationaux et étrangers sont néanmoins importants.

Plusieurs pays africains importateurs de pétrole qui pensent détenir des réserves inexploitées ont invité des sociétés de forage à vérifier s'ils ont de quoi produire du pétrole, ce qui réduirait leurs importations.

Une chose est néanmoins certaine. Si les cours du pétrole restent élevés, d'autres pays pauvres et importateurs de pétrole du continent paieront le prix de leur passivité par la stagnation de leur croissance économique et la progression de la pauvreté. Il est donc probable qu'ils décident de développer une ou plusieurs sources énergétiques alternatives, même celles qui semblent aujourd'hui peu réalistes.

L'essence dans la voiture au détriment du repas sur la table?

Moyiga Nduru - Johannesburg, 5 avril 2007 (IPS)

L'Afrique du Sud est entrée dans la course pour trouver des sources d'énergie alternatives: le gouvernement a déjà approuvé un 'Projet de stratégie sur l'industrie des biocarburants', et a demandé aux parties prenantes d'en débattre.

- La stratégie propose que les biocarburants représentent en fin de compte 75 pour cent de l'objectif des énergies renouvelables du pays.

"Le maïs et le sucre, ainsi que le soja et les tournesols, étaient confirmés comme étant des cultures potentielles pour satisfaire la production du pays en biocarburants. La stratégie reconnaît également que l'Afrique du Sud mène des recherches pour développer d'autres variétés de cultures afin d'accroître davantage les niveaux de production du pays. Il n'y a, dans le projet de stratégie, aucune intention d'exclure une culture quelconque", note dans un communiqué le ministère des Mines et de l'Énergie.

Toutefois, affirme Annie Sugrue, de 'Citizens United for Renewable Energy and Sustainability' (Citoyens unis pour des énergies renouvelables et une pérennité), "Nous croyons que l'accent est mis beaucoup sur le maïs, la canne à sucre, le soja et d'autres cultures traditionnelles".

Richard Worthington, coordonnateur du Projet énergie durable et changement climatique, également basé à Johannesburg, ajoute: "Le maïs devrait être traité avec beaucoup de précaution. Des études montrent que l'algue peut également être une source de biocarburant".

Des compagnies privées comme Ethanol Africa discutent de la production des biocarburants à partir du maïs et du sucre.

Mais, "le maïs et le sucre constituent leur domaine de prédilection. Elles ne veulent pas prendre le risque d'aller vers d'autres cultures", déclare Worthington.

Ethanol Africa a refusé de se faire interviewer par IPS à ce moment. Erhard Seiler, président directeur général de 'Southern African Biofuels Association' (l'Association des biocarburants d'Afrique australe) dont est membre Ethanol Africa, a indiqué dans un message électronique que "Pour l'instant, nous sommes en relation constante avec le gouvernement sud-africain pour la prépa-

ration de la stratégie sur le biocarburant, qui sera présentée (au) parlement au cours des 2ème et 3ème trimestres en 2007".

Sugrue craint que la production de biocarburant à partir du maïs n'affecte la sécurité alimentaire. Le maïs est l'aliment de base de l'Afrique du Sud, consommé par 80 pour cent de la population.

"L'une des plus grandes critiques du secteur des biocarburants est qu'il pourrait contribuer à une pénurie de vivres. Ceci pourrait arriver s'il y avait une compétition pour les vivres eux-mêmes", a-t-elle dit à IPS.

Une telle compétition pourrait poser des problèmes au niveau régional et national, a écrit Sugrue dans un article intitulé 'Vers la position d'une ONG sud-africaine sur les biocarburants': "En Afrique australe, le maïs pourrait être une grande matière première pour les biocarburants, pourtant c'est l'aliment de base de plus de 80 pour cent de la population et de tous les citoyens les plus pauvres".

"Une transformation de ces fermes en une production de cultures énergétiques serait dévastatrice pour l'économie et la sécurité alimentaire. D'autres pays comme l'Afrique du Sud et la Namibie ont des terres arables limitées, et dans le cas du premier, ont atteint une production alimentaire locale raisonnablement bonne qui devrait être maintenue".

Elle a également souligné que le maïs pouvait se révéler difficile à cultiver, étant vulnérable à la sécheresse, et fluctuant entre des surplus et des déficits d'une année à une autre.

"Il serait peut-être mieux de regarder vers l'industrie du sucre qui a des surplus constants et permanents qui sont utilisés pour l'exportation, qui pourraient être orientés vers l'industrie des biocarburants", a noté Sugrue, qui dit que les écologistes sont attachés à ce que 10 pour cent de l'électricité en Afrique du Sud soient générés par des sources d'énergie renouvelables d'ici à 2012 -- et 20 pour cent d'ici à 2020.

Le 'Projet de stratégie sur l'industrie des biocarburants' a reçu le feu vert en décembre de l'année dernière.

Les biocarburants offrent également beaucoup d'espoir pour une hausse de

l'emploi, ce qui n'est pas un détail dans un pays ayant un taux de chômage élevé.

"Les biocarburants utilisent une main-d'œuvre importante. Ils peuvent fournir beaucoup d'emplois -- jusqu'à un million, y compris des emplois indirects", a déclaré Worthington.

Biocarburants contre cultures vivrières?

Sarah McGregor - Johannesburg, 26 avril 2007 (IPS)

Alors que l'Afrique du Sud envisage d'accroître sa production de biocarburants, certains experts préviennent que l'initiative pourrait nuire aux petits exploitants agricoles et occasionner plus de faim dans des régions pauvres du pays.

- Les partisans aux Etats-Unis et au Brésil estiment que les biocarburants comme l'éthanol basé sur le maïs sont une alternative d'énergie propre qui provient de ressources qui sont renouvelables. Toutefois, la production de l'éthanol lui-même requiert beaucoup d'énergie et nécessite un combustible fossile pour son traitement et son transport.

Ces dernières années, l'appétit croissant pour les biocarburants, couplé avec la hausse des prix du pétrole, a augmenté la demande de maïs et a fait monter les prix des denrées. Espérant en tirer profit, l'Afrique du Sud devrait bientôt rendre publique une politique sur les biocarburants qui, selon les autorités, va réorganiser le secteur agricole et ouvrir la voie à une industrie locale de biocarburants.

Les autorités affirment que les biocarburants aideront le pays à atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz conformément au Protocole de Kyoto, créeront quelque 55.000 emplois et contribueront à la croissance économique. Certains agriculteurs se disent également confiants que les cultures produisant du carburant pourraient devenir de grands pourvoyeurs de revenus.

La première usine de traitement d'éthanol d'Afrique du Sud date d'au moins trois ans. Le projet est de mélanger seulement une petite quantité d'éthanol à l'essence -- environ cinq pour cent comparés aux 85 pour cent aux Etats-Unis et au Brésil.

"Les biocarburants seront une grosse affaire dans quelques années. C'est là que se trouve l'avenir si nous espérons survivre et être compétitifs", a déclaré Theunis Pretorius qui possède une grande exploitation de 1.800 hectares dans la province centrale de l'Etat libre.

Mais certains craignent qu'une telle mesure n'éloigne la culture des denrées de la production alimentaire tout en augmentant les pressions des prix sur les produits agricoles, en particulier pour les populations les plus pauvres. La bouillie riche en calories, la farine de

maïs préparée sous forme de bouillie dure servie avec de la viande cuite ou grillée, reste un aliment populaire et relativement bon marché en Afrique du Sud.

Michelle Pressend, chercheuse principale à l'Institut pour le dialogue mondial basé à Johannesburg, a indiqué à IPS qu'elle mettait en cause les effets des biocarburants sur l'environnement durable. L'agriculture intensive requiert normalement d'énormes quantités d'énergies fossiles pour alimenter les machines, utilise des intrants dangereux et provoque la dégradation du sol.

Elle craint également que l'Afrique du Sud ne perde la capacité de se nourrir ou d'exporter le surplus de maïs vers des pays voisins puisque davantage de terres arables de première qualité sont consacrées à la culture du carburant vert plutôt qu'aux cultures vivrières.

"Nous ne devrions pas penser seulement à l'argument écologique. Nous devons également considérer la sécurité alimentaire. Si les sources d'alimentation deviennent des biocarburants, cela peut conduire à des pénuries et faire monter les prix", a soutenu Pressend.

Remplacer les denrées alimentaires par des cultures commerciales pourrait saper les efforts pour combattre la faim en Afrique subsaharienne, une région sujette à des pénuries alimentaires et à la famine avec quelque 200 millions d'habitants malnutris, selon des estimations des Nations Unies.

Cette année, de grandes étendues de terre dans des parties d'Afrique australe ont été touchées par des inondations ou la sécheresse. En conséquence, des milliers de tonnes de maïs devront être importées pour compenser le déficit, selon le Programme alimentaire mondial.

Aggravant la situation, l'Afrique du Sud, généralement un exportateur net de maïs blanc, devra importer le produit en raison d'une production plus faible que prévue. En Afrique du Sud cette année, les prix du maïs ont atteint leur plus haut niveau depuis des décennies. Certains experts s'attendent à ce que la tendance à la hausse continue en raison de la ruée mondiale vers l'éthanol.

Une préoccupation afférente est que de grandes exploitations agricoles pourraient reprendre les terres les plus productives pour cultiver des produits bio-

carburants, excluant les cultures de subsistance qui utilisent des techniques agricoles plus anciennes et n'ont pas la capacité de rivaliser sur le marché mondial, a indiqué Pressend.

"La grande question maintenant est de savoir comment les biocarburants vont soutenir les grandes entreprises agro-industrielles et les fermiers commerciaux avec de vastes superficies de terres au détriment des petits fermiers qui ne pourront pas continuer", a souligné Pressend.

Douze ans après la fin de l'apartheid, les fermiers commerciaux blancs possèdent toujours la plupart des terres arables malgré une politique gouvernementale de restitution d'un tiers de ces terres aux Noirs d'ici à 2014.

"La voie qu'emprunte le gouvernement est en conflit direct avec l'impératif de sécurité alimentaire. Les pauvres et les personnes vulnérables en ressentent déjà les conséquences. Les prix en général bas vont augmenter dorénavant. Le gouvernement devra choisir entre promouvoir les vivres ou le carburant", a déclaré Jeremy Wakeford, professeur principal d'économie à l'Université du Cap, en Afrique du Sud.

Wakeford croit que les fermiers qui font de l'agriculture de subsistance en Afrique du Sud devraient avoir la première opportunité de prendre part à l'industrie locale d'éthanol. "Nous avons besoin d'un programme accéléré pour former les petits exploitants agricoles à produire assez de vivres pour leurs propres besoins et à se faire un peu d'argent supplémentaire à partir des biocarburants.

"Ceci doit être géré avec prudence ou la faim pourrait devenir un problème. Nous pourrions également assister à plus de décès de personnes ayant des carences nutritionnelles liées au SIDA. Ces problèmes pourraient conduire à l'agitation sociale. L'Afrique du Sud a une société civile très dynamique et elle n'hésitera pas à demander que le gouvernement intervienne si les prix deviennent inabordables", a-t-il indiqué.

Certaines de ces craintes ont été justifiées dans d'autres parties du monde en développement, la demande mondiale d'éthanol était en partie responsable de l'augmentation des prix du maïs au Mexique où la modeste tortilla, un aliment de base dans la région, ne coûtait auparavant presque rien.

Afrique du Sud

Les consommateurs ont réagi avec colère quand les prix de son principal ingrédient, le maïs, ont augmenté. Le gouvernement mexicain est intervenu et a institué un contrôle des prix.

Craig Steward, responsable de l'Institut de recherche internationale à Johannesburg, minimise l'impact potentiel - positif ou négatif - sur la recherche d'énergies renouvelables en Afrique du Sud, affirmant que le pays est limité par sa petite industrie agricole.

Il a soutenu que l'avantage d'une industrie d'éthanol en Afrique du Sud était de réduire la dépendance à l'égard des importations de pétrole.

"Vivres contre carburant, c'est l'un des plus grands débats. Mais j'hésiterais à dire que ceci pourrait affecter négativement la production alimentaire parce que nous avons affaire à de si petites quantités de produits combustibles, comparées aux cultures vivrières", a souligné Steward.

Une géoéconomie de l'énergie

Bruno Bauraind - Gresea

Introduction

La question des relations énergétiques internationales ne cesse de faire la Une de la presse. Guerre en Irak, dossier nucléaire iranien et nord-coréen, rivalités Europe-Russie et tensions politiques dans les Républiques caucasiennes sont là pour rappeler un paramètre essentiel des relations de puissance sur la scène internationale qui surpasse tous les autres : la sécurité des approvisionnements énergétiques.

En effet, les hydrocarbures, et plus particulièrement le pétrole, sont devenus au cours du 20^{ème} siècle des matières premières stratégiques car, en dépit des risques qui planent sur leurs approvisionnements au départ de certaines régions du monde, l'énergie est indispensable pour le développement et la croissance de nos économies et le bon fonctionnement de nos sociétés occidentales.

Une géoéconomie du pétrole, d'une part, car ce dernier n'est plus seulement une matière première que l'on transforme afin de mettre en mouvement nos voitures, de chauffer nos maisons ou de fabriquer des biens de consommation. Le pétrole, aujourd'hui, vu la raréfaction des matières fossiles et la lenteur du développement de solutions alternatives, a des conséquences profondes sur la nature des relations internationales et sur la manière qu'a l'Etat contemporain de définir son intérêt national, fondement, le plus souvent, des politiques étrangères qui s'entrechoquent sur la scène internationale.

Une géoéconomie de l'énergie d'autre part car la mondialisation économique et la libéralisation des échanges ont eu pour conséquence l'apparition sur la scène internationale d'un acteur incontournable : la firme multinationale¹. Le domaine énergétique n'échappe pas à la règle. Tantôt concurrent, tantôt allié, l'Etat et l'entreprise privée sont, actuellement, les acteurs d'un grand marché mondial qui a quelque peu révolutionné les arcanes de la géopolitique au sens strict du terme, c'est-à-dire, l'étude des relations de puissance en termes de capacités militaires. En effet, aucune armée contemporaine ne mène plus la guerre sans carburants !

Afin de mieux appréhender cette géoéconomie des hydrocarbures, principalement le pétrole, nous poserons tout d'abord le cadre quantitatif de l'économie pétrolière mondiale : qui produit ?

qui consomme ?

Ensuite, nous analyserons les enjeux qui sous-tendent sur cette économie des hydrocarbures sur les quatre principaux théâtres de production du pétrole et du gaz dans le Sud: l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Enfin, nous reviendrons sur ce que d'aucuns appellent la "malédiction du pétrole".

Dans la seconde partie de cet article, nous tenterons de faire un peu plus la lumière sur une source d'énergie pressentie pour faire partie du bouquet énergétique de l'après-pétrole : les biocarburants. En effet, à une époque où les enjeux environnementaux sont relayés jusque dans les plus hautes instances internationales. A l'heure d'une prise de conscience internationale autour d'une nécessaire maîtrise de l'énergie.

Economie d'énergie, utilisation rationnelle de l'énergie ou encore recherche de substitution énergétique peuplent les discours d'associations écologistes, de chercheurs et des dirigeants de ce monde. Ainsi, dès 1987, Jacques Chirac alors premier ministre, annonçait déjà que la France allait s'engager dans une campagne de valorisation des carburants verts²... Cela c'était surtout du discours ! Aujourd'hui par contre, les biocarburants, c'est une réalité et les études sur leurs impacts écologiques deviennent légion... Qu'en est-il par contre de ces carburants verts dans une approche systémique Nord-Sud ?

Le Gresea intervient à Lausanne sur l'avenir énergétique du Sud.

Depuis 5 ans, l'association Ingénieur du Monde organise sur le site de l'Université de Lausanne l'évènement Cap Sud. Ce dernier, au travers de conférences, d'expositions et de projections de film, se veut un lieu de réflexion sur diverses thématiques du développement. Après l'eau et la sécurité alimentaire, Cap Sud 2007 s'est focalisé sur l'avenir énergétique des pays du Sud.

Le Gresea a contribué à cette réflexion en proposant un point de vue géoéconomique sur la question de l'énergie dans les rapports Nord-Sud.

Première partie

Le pétrole : un Sud producteur, un Nord consommateur

En quelques chiffres...

Un Sud qui produit et un Nord qui consomme. Afin d'analyser cette hypothèse de départ, nous nous concentrons en majeure partie sur la géoéconomie du pétrole. En effet, comme le démontre le tableau 1 ci-dessous, le pétrole brut reste, aujourd'hui, notre principale source énergétique.

L'énergie fossile désigne l'énergie produite à partir de la fossilisation d'être vivant : le pétrole, le gaz naturel ou encore le charbon. Cette ressource est caractérisée d'une part par sa rareté et, d'autre part, par la diversité de ses applications. En effet, penser pétrole, c'est avant tout, pour la majorité de la population, penser aux transports, aux carburants. Cependant, après transformation, le pétrole permet la production d'une quantité de biens de consommation qui façonnent notre environnement quotidien. Des plastiques aux textiles synthétiques³, les hydrocarbures sont partout...Premier paradoxe donc pour une ressource aux réserves limitées et pourtant à utilités multiples.

Tableau 1. Part des principales sources d'énergie dans la production mondiale d'énergie fossile (en %)⁴

Source énergétique	1970	1987	2003
Pétrole brut	45%	37%	36%
Electricité	8%	13%	14%
Gaz naturel	17%	23%	25%
Charbon	30%	27%	25%

Avant de continuer dans cette analyse géoéconomique Nord-Sud, il convient d'exprimer en quelques chiffres les caractéristiques de ce marché mondial, une offre et une demande. En effet, comme le fait remarquer Thierry Breton⁵, la demande de pétrole par exemple, est fortement inégale d'un pays à l'autre voire d'un continent à l'autre. Ainsi, si l'Américain a une consommation de 9 litres par jour, le Sénégalais, lui, se contentera de 0,3 litre. Second paradoxe donc, si l'or noir est nécessaire au développement économique d'un pays, l'accès à cette ressource est loin d'être égalitaire... Ce deuxième paradoxe en amène un troisième. Ce n'est pas parce qu'un Etat est producteur d'hydrocarbure, qu'il en est grand consommateur. Voyons plutôt :

Tableau 2 – Répartition des réserves connues de pétrole (2004)⁶

Région	Réserves connues (milliards barils)	%
Moyen-Orient (dont Arab.Saoud.)	700	65% 25%
Europe-CEI	100	10%
Amér. latine	100	10%
Afrique	75	7%
Amér. Nord	50	5%
Asie-Pacif.	40	4%
Total	1.050	100%
Pays OPEP		38%

Ce tableau montre que le pétrole est à 86% une ressource propre aux pays du Sud. Si cette assertion se vérifie pour 2004, elle risque fort de se renforcer dans les décennies à venir. En effet, sur base des rythmes de production et de consommation actuels et en l'absence de découvertes de nouveaux gisements⁷, les réserves pétrolières vont à l'avenir se concentrer toujours plus dans le Sud. Ainsi, si les réserves d'Amérique du Nord et d'Europe sont appelées à se tarir dans les 10 à 20 ans, celles disponibles dans le Sud gardent une durée de vie qui varie entre 30 ans en Afrique et 100 ans au Moyen-Orient⁸. Même s'il sera prudent de prendre ces chiffres avec du recul, le pétrole, comme le gaz d'ailleurs, est un produit du Sud....Pour autant, sa consommation est loin de suivre la même courbe.

Tableau 3 – La consommation par habitant et par pays (2004)⁹

Pays	Consom. par hab. (barils/an)	Variation consom. 1994-2004
Arab. Saoud.	27,4	+43%
Canada	25	+30%
USA	25	+17%
Belgique	22,5	+26%
Pays-Bas	21	+24%
Australie	16	+15%
France	12	+6%
Venezuela	8	+27%
Iran	8	+34%
Brésil	4	+28%
Indonésie	2	+54%
Chine	2	102%

Ce tableau, loin d'être exhaustif, permet néanmoins de renforcer l'image d'un Sud qui produit pour un Nord qui consomme. Ainsi, hormis l'Arabie saoudite dont les disparités internes et le développement parfois artificiel doivent porter à caution, les gros consommateurs de pétrole se trouvent au Nord ou

en Occident, c'est selon.

Par contre, au Sud, pour des économies émergentes ou des pays producteurs, la consommation d'or noir, même si elle s'accélère de manière exponentielle, reste marginale. Enfin, il convient également de mettre en exergue le "cas africain" où seuls deux représentants pourraient trouver place dans ce tableau: l'Egypte et l'Afrique du Sud avec une consommation individuelle ne dépassant pas les 4 barils par an et par habitant. Que dire alors de l'Angola ou du Nigeria, producteurs sans être consommateurs?

Un Nord qui consomme et un Sud qui détient les ressources... Nous l'avons déjà dit, nous pouvons maintenant l'affirmer.

Les hydrocarbures: une ressource non renouvelable

En économie, un pic de production désigne le point maximal des capacités de production d'un bien non renouvelable. Dans le cas du "pic pétrolier", il s'agit du moment où la production d'or noir d'un pays ou de la planète va aller en décroissant. Ce pic global, c'est pour quand? Question piègeuse s'il en est, car chargée d'intérêts économiques, financiers et géopolitiques.

Voyons tout d'abord le camp des pessimistes. Selon Colin Campbell, géologue ayant travaillé pour différentes compagnies pétrolières, environ 940 milliards de barils ont déjà été extraits à ce jour, quelque 760 milliards de barils restent disponibles dans des champs pétrolières connus et 140 milliards sont classés dans la catégorie "prêt à être découvert"¹⁰.

Le calcul est vite fait, sans nouvelle découverte majeure, le pic pétrolier mondial... C'est maintenant !

Plus optimiste, le groupe d'experts proche du gouvernement américain, US Geological Survey¹¹, selon lesquels, les réserves pétrolières en 2000 contenaient encore quelque 3 trillions de barils. Le pic global de production ne devrait alors être atteint qu'en 2030.

Enfin, en prenant moins de risques, l'Agence Internationale à l'Energie (AIE) le prévoit entre 2013 et 2037.

Peu importe la date, l'augmentation de la consommation de pétrole dans les économies émergentes ne laisse pas planer de doute, la fin du pétrole approche, avec ses conséquences pour les pays du Nord et du Sud : augmentation du prix du carburant, répercussion sur les moyens de production et sur multiples biens de consommation, mais également conséquences géopolitiques majeures pour les pays producteurs.

Amérique latine: la nationalisation des hydrocarbures, levier du développement ?

L'Amérique latine est aujourd'hui le théâtre d'affrontements idéologiques entre ce que certains analystes appellent les régimes de gauche radicale (Venezuela, Cuba, Bolivie) et ceux d'une gauche qui serait plus réformiste et internationaliste. Sans tomber dans le piège de cette catégorisation réductrice, elle permet néanmoins la mise en lumière de deux projets économiques et sociaux différents et, parfois, antagonistes sur le continent. Le pétrole et le gaz n'échappent pas à ce clivage. Voyons ce qui se passe du côté des "radicaux" et plus particulièrement en Bolivie.

Le 1er mai 2006, le nouveau président bolivien, Evo Morales, annonçait la nationalisation des hydrocarbures de son pays. Désormais, le gouvernement deviendra le détenteur d'au moins 50% de toutes les actions des compagnies pétrolières et gazières opérant en Bolivie. L'objectif du président bolivien est de suspendre le pillage en règle d'une ressource incontournable pour le développement de son pays. En effet, durant près de 30 ans, le pays a bradé son pétrole à de nombreuses compagnies nationales et étrangères qui n'ont ni payé leurs impôts, ni même respecté les lois boliviennes¹².

Le gouvernement bolivien veut donc augmenter ses recettes pétrolières afin qu'elles bénéficient d'abord à la lutte contre la pauvreté et au développement de la société bolivienne. Quoi de plus louable ? Pourtant, dès le départ, une partie de la presse internationale a accueilli de manière mitigée cette nationalisation en affirmant que ces politiques pétrolières, comme au Venezuela, étaient un instrument au service d'un discours populiste¹³.

Certains pays d'Amérique latine sont donc entrain de créer un ordre pétrolier alternatif ou tout du moins différent avec le retour de l'Etat dans le secteur des hydrocarbures avec pour objectif indirect de contrer l'influence américaine et sa zone de libre-échange (ZLEA) sur le continent. Cependant, peut-on conclure que la Bolivie est sur la voie d'un développement durable grâce aux nationalisations ?

Répondre par l'affirmative équivaudrait à prendre un raccourci trop optimiste. En effet, comme nous le verrons ci-après, le pétrole est une richesse qui appauvrit. Comme le démontre l'exemple vénézuélien, si les Etats ont étendu leur influence sur leurs ressources en hydrocarbures, la production de pétrole a

eu, elle, tendance à diminuer et les budgets de ces Etats ne sont pas systématiquement plus en équilibre qu'avant. La cause de ce constat en revient, d'une part, à une série sans cesse croissante de coûts : développement des technologies d'exploration et entretien des infrastructures d'extraction notamment, d'autre part, dans le cas bolivien, l'absence d'accès à la mer pourrait rendre les exportations de pétrole du pays dépendantes de la bonne volonté d'autres acteurs, et plus particulièrement du Brésil¹⁴, ou encore de certaines firmes internationales... Quand la géopolitique s'invite à la table d'une économie nationale.

S'il y a donc dans le chef de certains pays d'Amérique du Sud une volonté accrue de souveraineté et de résistance à l'ordre pétrolier établi, il n'est pas certain que le pétrole ou le gaz soit le levier d'un développement durable pour la Bolivie ou pour le Venezuela.

Asie centrale: le pétrole, élément du grand jeu géopolitique

Nous venons de le voir, produire du pétrole coûte cher. Ce n'est, cependant, pas le seul effet pervers pour les détenteurs de l'or noir. En effet, cette richesse peut également déstabiliser. Cette ressource qui se raréfie aiguise les appétits des puissances qui font de la sécurité de leur approvisionnement énergétique un enjeu géostratégique majeur. Ce "grand jeu" fait d'ailleurs des ravages dans la plupart des pays en développement. Ainsi, des Républiques caucasiennes à l'Afghanistan, le pétrole de la mer Caspienne est un facteur d'ingérence politique comme en Ukraine ou tout simplement de conflictualité endémique en Afghanistan ou en Tchétchénie.

L'Asie centrale pris comme unité géoéconomique représente l'ensemble des Etats qui composent les pourtours de la mer Caspienne, de l'Ukraine à l'Afghanistan en passant par les jeunes Républiques caucasiennes. Cette région, riche en pétrole, attire les convoitises des puissances régionales (Iran et Turquie) mais, surtout des Etats-Unis et de la Russie qui voit dans l'Asie centrale un nouvel eldorado énergétique.

La Russie tout d'abord, passé l'époque quasi anarchique de l'après URSS, celle-ci veut assurer ses intérêts énergétiques vitaux en reprenant son influence sur ses anciens satellites. Dans cette optique, le gouvernement russe n'a pas hésité à jouer la carte des minorités ou à exploiter les jeux politiques internes afin de mettre la main sur les ressources en hydrocarbure de la région¹⁵.

Ce n'est donc sans doute pas le seul fruit du hasard si la première guerre de Tchétchénie a commencé à peine quelques semaines après la signature du "contrat du siècle" entre l'Azerbaïdjan et un consortium international comprenant une compagnie pétrolière russe¹⁶. En effet, l'Etat russe voulait faire de l'oléoduc Bakou-Grozny-Novorossiisk la principale voie d'acheminement du pétrole de la mer Caspienne.

Plus au Sud, les Etats-Unis prônaient plutôt la route vers le Pakistan, son allié régional, et l'Afghanistan. Il était donc d'intérêt stratégique pour la Russie d'étendre à nouveau son influence sur une Tchétchénie qui à l'époque jouissait d'une indépendance de fait.

Toujours dans le même registre, l'Ukraine, sans sombrer comme la Tchétchénie dans un conflit violent, a subi l'interventionnisme américain. Ainsi, les Etats-Unis dépenseront 65 millions de dollars pour appuyer la révolution orange pro-occidentale. Toutes choses conduisant à affaiblir la Russie sur ses anciennes routes du pétrole et du gaz¹⁷.

En Afghanistan, autre théâtre d'affrontement contemporain, il faut remonter dans le temps pour mieux comprendre l'intérêt stratégique du pays. En 1997, une délégation de Talibans était reçue en grande pompe à Washington pour rencontrer des représentants du ministère des affaires étrangères et d'Unocal, une compagnie pétrolière américaine. L'objectif états-unien était de sécuriser une route de transit vers le Sud pour le pétrole des anciennes républiques soviétiques. Cependant, les Talibans, arrivés au pouvoir avec le soutien du Pakistan et des USA pour "stabiliser" l'Afghanistan, se révélèrent des interlocuteurs un peu trop gourmands : reconnaissance du gouvernement, aide économique et financière... De plus, le pays commettait l'erreur politique d'abriter le futur ennemi numéro 1 et son organisation. Ainsi, dès le pouvoir taliban vaincu, les Etats-Unis mirent en place Hamid Karzaï, ancien représentant d'Unocal¹⁸.

Ce président est-il légitime pour tous les Afghans ? La situation chaotique actuelle dans les régions pashtounes, groupe humain majoritaire, permet d'en douter.

L'analyse de cette région montre, comme nous le verrons ci-après, que le pétrole peut devenir un élément déstabilisateur pour des Etats en développement jeunes et dont les institutions internes sont encore fragiles.

Moyen-Orient: clé et couloir énergétique mondial

En matière énergétique, le Moyen-Orient représente la clé du jeu géoéconomique mondial. D'une part, cette région détient les réserves pétrolières les plus importantes avec des ressources prouvées proches des 690 milliards de barils¹⁹. D'autre part, de par sa position géographique centrale, le Moyen-Orient est un couloir stratégique pour les gros consommateurs d'or noir, les anciens (Etats-Unis, Europe) et les nouveaux (Chine, Inde).

Malgré l'abondance d'hydrocarbures dans la région, le développement de ces Etats est faible ou tout à fait artificiel.

La cause de ce paradoxe tient d'une part à la rente pétrolière qui entre de manière souvent "fallacieuse" dans les budgets de l'Etat²⁰ et d'autre part, à l'omniprésence dans la région des Etats-Unis et de l'Europe dans une moindre mesure.

En Irak tout d'abord, troisième réserve pétrolière mondiale, l'organisation de l'après-guerre, si on peut parler ainsi, laisse peu planer le doute sur les enjeux exacts du conflit. Ainsi, Dick Cheney n'hésite pas à adopter un discours ultra réaliste devant les médias: "le monde dit-il, a besoin de 50 millions de barils supplémentaires d'ici à 2010 et... D'où viendra ce pétrole? Du Moyen-Orient, qui recèle deux tiers des réserves au plus bas prix, c'est là en définitive que se trouve notre trophée."²¹ Que penser alors, dans le désordre, du projet de démocratie en Irak, de la présence d'armes de destruction massive dans le pays ou encore du sort du peuple irakien ?

Autre exemple, l'Arabie saoudite, pourtant allié historique des Etats-Unis dans la région et le plus gros producteur de pétrole mondial, a un revenu annuel par habitant (5600 euros) guère supérieur actuellement à celui d'un pays balte²². La cause de ce paradoxe ? Un régime soutenu par le gouvernement américain qui investit la manne pétrolière nationale surtout... en Occident.

Afrique: le pétrole, pas pour les autochtones !

Le continent le plus pauvre de notre planète, touché de manière endémique par le sous-développement a également un potentiel important en hydrocarbure et surtout en pétrole. Pourtant, ni les revenus du pétrole, ni l'énergie issue de sa transformation ne permettent aux Etats producteurs de la région de se développer durablement. En cause, une instabilité politique parfois quasi organisée et des contrats d'exploitation qui

frisent dans certains cas le pillage pur et simple.

Au Congo-Brazzaville par exemple. En pleine guerre civile, la compagnie française TotalFinaElf a joué dans ce pays un rôle d'intermédiaire pour l'achat d'armes. Ainsi, en 1997, elle a financé l'acquisition de 40 millions de dollars d'armement. Est-ce le rôle d'une entreprise pétrolière de s'engager aux côtés d'un belligérant lors d'un conflit ?²³

Plus proche de nous, le petit Etat africain de Sao Tomé a vu se multiplier à l'annonce de gisement pétrolier sur son territoire, des agents civils et militaires américains²⁴. Aujourd'hui, la compagnie étasunienne Chevron est bien implantée²⁵ dans ce pays qui est partie prenante du projet de l'administration américaine de diversifier ses approvisionnements en pétrole hors du Moyen-Orient.

De paradoxale, l'économie pétrolière en Afrique peut devenir injuste. En effet, si elles ne bénéficient pas des retombées financières de leur ressource nationale, il arrive que les populations n'aient même pas accès à l'énergie issue de la production ou du transport de pétrole sur leur territoire. Ainsi, le cas de l'oléoduc Tchad-Cameroun est interpellant. Si la concession passée avec l'industrie pétrolière américaine prévoit la mise en place de fonds en faveur des villageois déplacés. Ces fonds sont primo restés lettre morte et secundo, ils ne prévoient rien en termes d'accès à l'énergie pour ces populations²⁶.

Le Sud détient, le Nord consomme... On vous l'a déjà dit !

Bien entendu, au vu de la grande pauvreté et des guerres multiples, le continent africain est, sans doute, encore une victime plus docile de ce que certains appellent "la malédiction du pétrole" dont, au travers des exemples ci-dessus, nous avons déjà évoqué les principales dimensions.

La malédiction du pétrole

La détention par un pays de réserves de pétrole et de gaz ne représente pas pour la plupart des pays producteurs un levier pour leur développement. Cela peut paraître paradoxal mais, le pétrole en Afrique, au Moyen-Orient ou encore en Asie centrale est plus souvent synonyme d'économie de rente, de spécialisation de l'investissement, de corruption, de clientélisme à grande échelle ou même de guerres que de développement économique et humain. Existe-t-il réellement une "malédiction du pétrole" ? Si oui, quels en sont les déterminants ?

En dehors de la Malaisie et de la Norvège, aucun pays ne semble avoir

échappé à la malédiction de l'or noir²⁷. Ainsi, l'indicateur du développement humain (IDH)²⁸ 2006 ne laisse pas vraiment planer le doute. Ce classement de 177 pays selon la longévité, le niveau de vie ou l'éducation est interpellant à plus d'un titre.

Sans surprise, le peloton de tête est composé des pays occidentaux ne possédant pas, hormis la Norvège (1) et les USA (8), d'hydrocarbures. Par contre, plus paradoxale est la place occupée par grand nombre de pays producteurs du Sud. En effet, le Venezuela (72), l'Arabie saoudite (76) et l'Iran (96) sont déjà loin derrière. Que dire alors, des producteurs africains comme le Nigeria (159) ou l'Angola (161) ?

Cette malédiction du pétrole est la caractéristique principale de la structure du système énergétique international. En amont, des pays du Sud en développement, aux institutions politiques, économiques ou sociales parfois fragiles. Pour ces derniers et leurs peuples, la rente pétrolière s'apparente plus souvent à un cauchemar.

En aval de ce système, des pays du Nord développés et non producteurs d'or noir pour qui une consommation énergétique soutenue est la condition de la croissance économique et du maintien d'un niveau de confort important pour une majorité de la population.

Voyons, les différents effets du système énergétique international sur les économies et la stabilité politique des pays producteurs du Sud.

Effet économique : une richesse qui appauvrit

Pour comprendre les logiques qui sous-tendent cette malédiction du pétrole, un détour par l'analyse économique est nécessaire. En effet, l'exploitation des hydrocarbures a transformé une majorité des Etats producteurs en économie de rente par laquelle seules les activités pétrolières ou gazières se voient développées. Cependant, la spécialisation d'une économie dans le pétrole ne permet pas le développement diversifié et équitable d'une société.

Tout d'abord, l'industrie pétrolière dans les pays en développement est peu créatrice d'emplois par rapport à la place qu'elle peut prendre dans le calcul du PIB²⁹. D'une part, bon nombre de travailleurs du secteur sont pour la plupart des expatriés du Nord. D'autre part, le faible apport en termes d'emplois de l'or noir tient également dans un paramètre du système commercial international toujours prégnant dans certains pays africains par exemple : "le Sud fournit des biens primaires à bas prix mais, par absence d'outils indus-

triels, ne les transforme pas".

Ensuite, les recettes issues du pétrole sont sujettes à un cours instable et artificiellement bas. L'instabilité de celles-ci contraint les gouvernements à adopter des politiques publiques à court terme. De plus, le prix du pétrole reste, malgré les apparences, tout à fait défavorable aux pays producteurs du Tiers-monde. A dollars constants, en effet, le baril coûtait 90 dollars en 1981 et il est, aujourd'hui, pratiquement trois fois moins élevé qu'il ne l'était à cette époque³⁰. Dit autrement, les termes de l'échange se sont dégradés pour le Tiers-monde.

Les exportations d'hydrocarbures peuvent entraîner également une surévaluation de la devise nationale. La production locale, hors pétrole, devient alors plus cher que les produits importés. Ces Etats n'investissent plus que dans la production de pétrole ou de gaz aux dépens des autres secteurs de l'économie nationale.

Enfin, outre une spécialisation de l'investissement, ce dernier, comme nous l'avons vu dans le cas bolivien, se fait toujours plus coûteux au fil de la raréfaction de l'or noir. Entretien des infrastructures d'extractions existantes, coûts d'exploration toujours plus importants... Plus le pétrole devient un bien rare, plus les moyens à mettre en œuvre pour l'extraire du sol sont coûteux et donc, plus les "bienheureux possesseurs" d'hydrocarbures s'endettent³¹.

La rente pétrolière n'est donc pas un marchepied vers un développement équilibré pour ses dépositaires. Plus grave, elle suscite bien souvent corruption, clientélisme à grande échelle et elle se fait même cause majeure d'une conflictualité endémique comme au Moyen-Orient ou dans certaines régions d'Afrique.

S'ils ne bénéficient pas des retombées financières de leur ressource nationale, il arrive que les peuples, comme pour l'oléoduc Tchad Cameroun, n'aient même pas accès à l'énergie issue de la production ou du transport de pétrole sur leur territoire.

Effet géopolitique: une souveraineté limitée aux enjeux géostratégiques

Le 14 décembre 1962, l'Organisation des Nations unies votait la résolution sur "le droit de souveraineté permanente des peuples et des nations sur les ressources naturelles"³². Du saoudien à l'indonésien, en passant par l'angolais, le citoyen est-il maître des ressources de son pays ? La question mérite d'être posée. D'autant plus que depuis plusieurs années, au fil de la diminution des réserves des compagnies internationales, les majors, et du développement sur la

scène pétrolière des compagnies publiques nationales (CPN), le champ des acteurs présents sur le marché de l'or noir est en plein bouleversement.

Sur la scène pétrolière mondiale, trois acteurs principaux exploitent les flux pétroliers : les Etats, les compagnies pétrolières internationales privées (majors) et les compagnies publiques nationales dont la plupart sont réunies au sein du cartel de l'OPEP.

L'or noir est donc une richesse du Sud, consommé par le Nord, et historiquement exploité par des sociétés, ou majors qui ont leur siège dans des pays du Nord.

Tableau 4 - Les géants du pétrole (2003)³³

Société pétrolière	Pays-siège	Production (millions barils/jour)
BP-TNK	Grande-Bretagne	2,6
Exxon Mobil	USA	2,5
RD Shell	Grande-Bretagne / Pays Bas	2,4
Yukos Sibneft	Russie	2,2
Chevron Texaco	USA	1,9
TotalFinaElf	France	1,6

Depuis le début de l'ère pétrolière, le modèle traditionnel de contrat passé entre les Etats détenteurs du pétrole ou du gaz et les compagnies pétrolières du Nord est la concession. Celle-ci reconnaissait aux compagnies, surtout anglo-saxonnes, la propriété totale sur les gisements en dehors des Etats-Unis et de certains pays européens comme la Norvège³⁴. Depuis les années 70, ce modèle a disparu au profit du contrat de partage de production (CPP) qui associe l'Etat détenteur de la ressource et la compagnie étrangère. Par ce type d'accord, l'Etat garde la propriété de ses ressources pétrolières et perçoit une partie des dividendes de la production³⁵. On sort peu à peu du modèle colonial pur et simple.

Tableau 5- Part des industries nationales et internationales dans la production de pétrole³⁶

	Part de la production mondiale en %
Cies nationales ou détenues en partie par l'Etat	44,3%
Firmes multinationales privées	26,9%
Autres privés et publics : - de 500 000 barils/jour	28,8%

Les multinationales du pétrole perdent donc du terrain. Ce constat est encore plus éloquent lorsqu'on s'intéresse aux réserves disponibles. Ainsi, le secteur privé ne dispose plus que d'environ 22% des réserves connues. De plus, soumises aux aléas des cours boursiers, ces entreprises internationales ont tendance à estimer de manière parfois fallacieuse les réserves d'hydrocarbures dont elles disposent afin d'éviter un rachat par la concurrence. Ainsi, en 2004, Shell a "truqué" ses réserves de 20% à la hausse pour garder la confiance de ses actionnaires³⁷.

Tableau 6 - Réserves connues des cies internationales cotées en bourse³⁸

Société pétrolière	Pays - siège	Réserves prouvées milliards de barils	C. A. 2003 milliards \$
Exxon Mobil	USA	22	237
Gazprom	Russie	21	92
LUKoil	Russie	19,64	18,5
BP	GB	18,3	233
PetroChina	Chine	17,4	43
Yukos Oil	Russie	15	11,4
Royal Dutch Shell	PB/GB	14,5	269
Chevron Texaco	USA	11,8	121,7
Petrobras	Brésil	11,6	33
Total	France	11,4	104,6

Tableau 7- Réserves connues ou probables des cies publiques mondiales

Cies publiques	Pays - siège	Réserves prouvées en milliards de barils	C. A. 2002 en milliards de \$
Saudi Aramco	Arabie Saoudite	252,2	NC
National Iran Oil C.	Iran	222,1	26,9
Irak Oil Ministry	Irak	127	NC
Abu Dhabi National Oil C.	Abu Dhabi	85,4	NC
Kuwait Petroleum	Koweït	61,3	27,5
PdVSA	Venezuela	51,1	41,1
Sonatrach	Algérie	20,7	20,7
Pemex	Mexique	18,8	47
CNPC	Chine	17,7	NC
Rosneft	Russie	15,7	4,3

Aujourd'hui, certains Etats du Sud comme le Venezuela et la Chine ont donc un

certain degré de maîtrise de leurs ressources en or noir.

Sur la scène internationale, ce constat a deux implications importantes. D'une part, les majors, bras énergétique des Etats occidentaux, ne suffisent plus à assurer la sécurité des approvisionnements et d'autre part, les multinationales et les Etats du Nord, comme nous le verrons par la suite, sont contraints de diversifier leurs activités et leurs approvisionnements en énergie.

Du fait de sa raréfaction et de l'intervention de certains Etats du Sud dans le secteur, le pétrole constitue, plus que tout autre bien de consommation, un intérêt stratégique majeur pour les USA et l'Union européenne. En effet, ayant atteint son pic de production en 1970, les Etats-Unis deviennent chaque jour un peu plus dépendants du bon vouloir de pays du Sud : Moyen-Orient, Venezuela, Afrique ou encore certains Etats d'Asie centrale.

En outre, l'ampleur prise par certaines compagnies nationales de Chine et d'Inde, par exemple et les politiques de nationalisations en cours dans certains pays, rendent l'économie des géants occidentaux toujours plus dépendante de situations politiques nationales... Selon l'ONU, incontrôlable !

Pour limiter cette dépendance, les Etats du Nord ont choisi une réponse réaliste et traditionnelle : " tous les moyens sont bons pour sécuriser les sources d'approvisionnement énergétique". Derrière cette assertion, on trouve un droit officieux d'intervention politique et même militaire qui s'accommode avec le principe de souveraineté nationale et qui vise à assurer des prix bas et un approvisionnement en hydrocarbures stable... Quand on ne dirige plus le marché, on le soumet ?

Aujourd'hui, comme nous l'avons analysé ci-dessus, l'énergie reste plus que jamais d'intérêt national. Les pays consommateurs et les pays producteurs sont, le plus souvent, un théâtre géopolitique où s'affirme cet intérêt.

De plus, devant l'industrialisation de pays comme la Chine ou l'Inde, les Etats-Unis en particulier se doivent d'assurer leur mainmise géostratégique sur l'or noir afin de donner aux compagnies pétrolières anglo-saxonnes, les meilleures conditions d'exploitation des ressources pétrolières internationales.

La manne financière issue du pétrole ou du gaz aurait dû permettre à des Etats du Sud de se développer. Le résultat est loin du compte et l'actualité géoéconomique ne présage pas véritablement de changement de fond avant... la fin du pétrole!

A l'heure où les préoccupations environnementales prennent toujours plus de poids politique et où la diversification des approvisionnements en énergie devient une nécessité pour les Etats du Nord. Energie nucléaire ? Retour du charbon ? Développement des énergies vertes ou alternatives ? Des projets se mettent en place et le débat politique est ouvert. Cependant, pose-t-on véritablement le celui-ci en termes systémique et comparatif ? S'interroge-t-on sur une approche Nord-Sud des énergies alternatives ?

Pourtant, s'il est peut-être déjà trop tard pour enrayer la malédiction du pétrole dans certaines régions du Sud, il est temps d'introduire le champ des relations Nord-Sud dans les discussions sur les énergies alternatives, les biocarburants par exemple, en s'efforçant de retenir les leçons du passé.

Deuxième partie

Les biocarburants: alternative ou nouvelle malédiction ?

Depuis quelque temps, les biocarburants ont le vent en poupe. Le réchauffement climatique, la diminution des réserves de carburants fossiles et surtout la fluctuation du prix de ces derniers ne sont pas étrangers aux efforts consentis par les instances dirigeantes de notre monde pour favoriser, réguler ou diriger le développement de cette énergie à base organique. Ainsi, sous l'impulsion du Brésil et des Etats-Unis, l'ONU a décidé de lancer des travaux d'expertise dans le but d'établir un grand marché mondial des biocarburants et de stimuler l'utilisation de biodiesel ou d'éthanol dans nos moteurs³⁹.

Du côté de la FAO (agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture), le projet a déjà fait du chemin et par l'entremise du "Global Bioenergy Partnership", l'organisation a décidé de promouvoir la production de biocarburants dans les pays en développement⁴⁰... Un Sud qui produit pour un Nord qui consomme ?

Selon Alexandre Müller, sous-directeur général de la FAO : "le mouvement graduel d'abandon du pétrole a commencé. Au cours des 15 à 20 prochaines années, les biocarburants pourraient fournir au moins 25% des besoins d'énergie dans le monde⁴¹". Parmi les facteurs qui permettent de prévoir la hausse de consommation des biocarburants, Alexandre Müller épingle, outre la lutte contre le réchauffement climatique, la compétitivité de cette énergie alternative. En effet, avec un pétrole à plus de 70 dollars le baril, la bioénergie devient potentiellement plus intéressante. Selon l'INRA, il faudra néanmoins attendre que le baril dépasse les 80 ou 90 dollars pour que les biocarburants deviennent véritablement concurrentiels⁴²...

Cependant, la demande mondiale en hydrocarbures grandissante et la volonté des Etats occidentaux de diversifier leurs approvisionnements vont, à terme, faire des biocarburants une part prépondérante du bouquet énergétique.

Les biocarburants de première génération, aujourd'hui, sont de deux types. D'une part, il y a les biodiesels produits à partir de plantes oléagineuses, riches en huile, comme le colza ou le tournesol. D'autre part, il y a ceux appelés à remplacer l'essence et produits à partir de plantes riches en sucre ou en amidon (canne à sucre, betterave, maïs, blé...)⁴³. Ces derniers se présentent soit comme de l'éthanol pur, soit comme une

combinaison d'éthanol et de produits pétroliers.

Afin de produire une analyse géoéconomique de cette nouvelle source d'énergie, il nous faut, comme pour le pétrole, partir de la source, autrement dit : la terre. Puis, il s'agira également d'appréhender la structure du marché : Qui produit ? Qui consomme ?

La terre, un bien limité

Dans un contexte médiatique propice au développement des biocarburants, il persiste néanmoins une question: sont-ils capables à terme de remplacer, du moins en partie, notre consommation de pétrole ?

Certains analystes en doutent. En effet, la culture intensive de céréales ou d'oléagineux nécessite d'immenses surfaces cultivables. Faire fonctionner le parc automobile français ou anglais nécessiterait plus de terres arables que n'en comptent, aujourd'hui, les deux pays. Prenons par exemple, la France. Dans ce pays, comme dans la plupart des Etats du Nord, la consommation de pétrole se concentre pour plus de 40 % dans le secteur des transports. Ce qui équivaut pour la France à environ 50 millions de tonnes. Le tableau ci-dessous démontre bien la difficulté de remplacer le pétrole par les biocarburants. Celle-ci tient dans le manque de rentabilité par hectare des biocarburants.

Tableau 8 - Rentabilité des biocarburants: l'exemple des transports français⁴⁴

Culture initiale	Energie brute produite par hectare (en tonnes)	Km2 de terre mobilisée pour produire 50 millions de tonnes de biocarburant	En % des superficies cultivées en France en 1997
Colza	1,37	365 000	232%
Tournesol	1,06	472 000	300%
Betterave	3,98	125 500	80%
Blé	1,76	284 000	183%

Si nous projetons ces résultats au niveau mondial, nous avons un marché en déséquilibre qui risque à terme de ne plus pouvoir répondre à la demande. Et lorsqu'en économie capitaliste, les fournisseurs d'un bien ne peuvent plus satisfaire les consommateurs, certaines conséquences sont à attendre. Avant tout, voyons qui sont les acteurs de ce nouvel eldorado énergétique.

Production et consommation des biocarburants

Contrairement au pétrole, la production et la consommation des biocarburants sont, aujourd'hui, géographiquement peu diversifiées. La production des biocarburants, biodiesel et éthanol, se limite surtout à trois Etats ou régions du

monde.

L'Europe, en particulier l'Allemagne, est le premier producteur de Biodiesel. En ce qui concerne l'éthanol, c'est surtout le Brésil et les Etats-Unis qui concentrent la majeure partie de la production mondiale.

Tableau 9 - La production des biocarburants par région en 2002⁴⁵.

Producteurs	Ethanol en millions de litres	Biodiesel en millions de litres
Amérique du Nord	8509	70
USA	8151	70
Europe	390	1353
Allemagne	/	625
Amérique latine (Brésil)	12 620	/
Asie (Chine)	289	/

La structure de la consommation est, à peu de choses près, similaire à celle de la production. Encouragés par des politiques volontaristes, les biocarburants sont surtout consommés au Brésil, aux Etats-Unis et en Europe. Ainsi, l'Union européenne a, dès 2003, adopté une directive qui vise à augmenter annuellement le pourcentage de biocarburants dans les transports : de 5,75% en 2010 à 10% en 2020⁴⁶. Néanmoins, en 2006, la part des biocarburants dans la consommation énergétique européenne

n'atteignait pas encore les 2%.

Aux USA, la volonté de développer les carburants verts est la même et répond surtout à une politique de diversification énergétique face à l'instabilité qui touche les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient et Afrique. Ainsi, le 26 mars 2007, General Motors, Chrysler et Ford se sont engagés auprès du président Bush à rendre la moitié de leur production automobile apte à fonctionner avec un carburant intégrant 85% d'éthanol d'ici 2012. Plus encore que l'Europe, les Etats-Unis connaissent une véritable ruée vers les biocarburants, surtout l'éthanol. En effet, entre 2000 et 2007, le nombre de distilleries a triplé sur le sol américain⁴⁷.

Subventions, détaxations, tout est bon pour développer ce carburant alternatif.

Au Brésil, l'expérience "biocarburant" n'est pas nouvelle. Dès 1973, à la suite du premier choc pétrolier, la junte militaire décide de lancer un gigantesque projet de subvention de la canne à sucre. En 1984, 94% des voitures fabriquées dans le pays sont équipées pour rouler à l'éthanol. Pourtant, dès 1986, le pari brésilien s'effondre devant la montée du prix du sucre et le pétrole redevient le carburant numéro 1.

Malgré cette mauvaise expérience, le Brésil est de nouveau le principal producteur et consommateur de l'or vert. Ainsi, 25% d'éthanol sont d'ores et déjà intégrés dans le pétrole vendu à la pompe. Cela représente le plus grand pourcentage dans le monde. De plus, grâce au développement technologique, le consommateur brésilien peut acheter des voitures fonctionnant uniquement à l'éthanol. Les "Flex Fuel Cars", qui peuvent rouler au pétrole, à l'éthanol ou avec un mélange des deux, représentent 70% des nouvelles voitures vendues aujourd'hui au Brésil⁴⁸.

La production et la consommation de biocarburants répondent donc surtout à une volonté européenne et américaine de dépendre moins des aléas géopolitiques de certaines régions pétrolifères. Pour le Brésil, il s'agit de devenir la nouvelle "Arabie saoudite du biocarburant"⁴⁹.

Même si elle est actuellement circonscrite à quelques pays, la structure de l'économie mondiale des biocarburants risque de montrer à l'avenir une similitude avec celle des énergies fossiles : un Sud qui produit pour un Nord qui consomme. En effet, qui possède les plus grandes réserves de terres cultivables ?

D'ailleurs, l'Indonésie, la Turquie, l'Inde, le Sénégal, l'Afrique du Sud ou encore plusieurs pays d'Amérique latine se sont déjà lancés dans la production d'éthanol.

Nouveau carburant, ancien système

L'augmentation de la consommation de biocarburants répond à un double objectif pour les pays du Nord qui ne disposent pas de réserves pétrolières. D'une part, il s'agit de limiter les rejets de gaz à effet de serre dus aux transports et, d'autre part, les Etats occidentaux veulent diversifier leurs approvisionnements énergétiques afin de moins dépendre de quelques Etats producteurs.

Cependant, le marché des biocarburants est également synonyme de nouvel eldorado financier pour les multinationales

des secteurs pétrochimique et agroalimentaire. Comme nous l'avons vu ci-dessus, les réserves détenues par les firmes pétrolières du Nord sont en baisse. A terme, ces sociétés qui dépendent de leur cotation boursière, seront contraintes de trouver d'autres sources et de contourner un marché pétrolier dont les grands acteurs, en termes de réserves, sont désormais les compagnies publiques mondiales.

Ainsi, si le succès futur des biocarburants se mesurait en termes des investissements et du marketing consentis aujourd'hui par les transnationales, celui-ci serait garanti⁵⁰. En effet, toutes les grandes compagnies actives soit dans le secteur énergétique, soit dans le secteur agricole, investissent de plus en plus dans les carburants verts. Monsanto développe un maïs uniquement destiné à la production de biocarburant dans un laboratoire détenu par Lockheed Martin. La société agroalimentaire Dupont, qui contrôle 15% du marché mondial du soja et 27% du marché⁵¹ du maïs, s'est associée en 2003 avec la British Petroleum pour produire et commercialiser du biocarburant vers l'Angleterre. Total submerge la presse de publicités pour le carburant du futur, Cargill a produit en mai 2007 ses premiers millions de gallons de biodiesel, le premier sucrier mondial Südzucker va lancer sur le marché sa filiale de bioéthanol. Enfin, le fonds français Pergam achète des hectares de pampas argentines pour y cultiver soja et maïs, futurs biocarburants⁵².

En mars, aux Etats-Unis, assis sur les bancs de la conférence annuelle du département de l'agriculture (USDA), on trouvait ainsi comme à l'habitude des agriculteurs, des représentants du gouvernement Bush et quelques lobbies du secteur agroalimentaire...Quoi de plus normal. Inhabituelle, par contre, était la présence d'un nombre important de représentants de fonds d'investissement⁵³. En effet, les acteurs de l'économie casino s'intéressent de plus en plus au marché des biocarburants. Et pour cause, comme s'en félicite le banquier français Olivier Combastet également à l'origine du fond d'investissement Pergam Finance, la terre est un nouveau "gisement d'actifs sous-valorisés"⁵⁴ et potentiellement très rentables. En d'autres termes, tant qu'on y cultive des haricots, la terre n'est pas très rentable. Par contre, si elle devient la source d'un nouveau carburant, elle pourrait constituer un plantureux retour sur investissement.

La stratégie des sociétés internationales ou des fonds d'investissement est donc simple. Soit il s'agit pour les multinationales de l'agroalimentaire de spécialiser leur production dans les produits de base de l'éthanol ou du biodiesel, soit

pour les fonds d'investissement, il faut acheter à bas prix des terres, peu importe l'endroit, y planter du soja ou du maïs en multipliant la productivité pour, par la suite, les revendre au plus offrant. D'ailleurs, Pergam Finance ne cache pas sa stratégie. Ainsi, toujours selon Olivier Combastet : "les centaines d'hectares de maïs et de soja disponible en Uruguay ou en Argentine sont autant de barils dormant de carburants verts"⁵⁵.

Il semble donc se confirmer que si la consommation, hormis au Brésil, est appelée à se développer en Europe et aux Etats-Unis, la production, elle, va emprunter les voies de la mondialisation libérale pour s'étendre à l'ensemble du Tiers-monde. Selon Hugh Grant d'ailleurs, PDG de Monsanto, le grand dilemme pour la production de biocarburant aux Etats-Unis est dès aujourd'hui le manque d'espace cultivable. Pour le dirigeant de la firme canadienne, il faut donc étendre la production à l'ensemble de la planète⁵⁶.

Si les biocarburants se présentent certes comme une alternative technique aux énergies fossiles. Le système géoéconomique international dans lequel prennent place ces carburants ne semble pas avoir pris une ride : un marché dominé par quelques sociétés transnationales du Nord en règle général et des flux énergétiques partant du Nord vers le Sud. Ces aspects pourraient avoir certaines conséquences sur le faible coût environnemental concédé par certains aux biocarburants.

Les biocarburants, une nouvelle malédiction pour le Sud...

Malédiction écologique ?

Au vu de la quantité limitée de sa ressource première, la terre, le biocarburant risque tout d'abord de ne pas avoir l'impact escompté sur la réduction de la pollution. En effet, comme nous l'avons déjà dit, si la part des biocarburants dans le bouquet énergétique devient trop importante, les terres disponibles viendront à manquer. La solution ? "Booster" la production à l'aide de pesticides et autres Organismes génétiquement modifiés. Si les biocarburants risquent de limiter le rejet de gaz à effet de serre, ils pourraient par contre être à la base d'une pollution massive des cours d'eau et de la terre..., comme c'est déjà le cas avec les monocultures de soja et de maïs transgéniques en Amérique latine⁵⁷.

En outre, selon un récent rapport de l'ONU, l'avantage en terme de réduction de gaz à effets de serre des biocarburants serait mis en doute. En effet, le feu bouté aux forêts brésiliennes et

indonésiennes dans le but de défricher de nouvelles terres cultivables pourrait peser plus dans la balance écologique que les réductions de gaz dues aux biocarburants.⁵⁸

Menace sur la sécurité alimentaire ?

La caractéristique majeure de notre système capitaliste contemporain n'est pas, il faut en convenir, la régulation. En effet, pour assurer la croissance économique, il faut consommer beaucoup et donc, produire en masse. Or, la terre est un bien limité et les biocarburants vont induire, c'est déjà le cas au Brésil et au Mexique, une concurrence entre les terres destinées à l'alimentation et celles destinées à la production de bioénergie. Le résultat est déjà connu aux Etats-Unis, par exemple, avec une augmentation du prix du maïs, le boisseau est passé de 2 à près de 3,50 dollars sur la seule année 2006⁵⁹.

Au Mexique, les biocarburants ont failli être à la base d'une petite révolution. En effet, alors que le Mexique ne produit que très peu d'éthanol, cette production a eu un effet important sur le prix du maïs. Par conséquent, la tortilla, aliment de base s'il en est, a vu son prix augmenter de 75% en un an⁶⁰.

Enfin, dernier détail qui corrobore notre thèse de départ, cette explosion du prix du maïs au Mexique a pour cause une demande grandissante en biocarburants un peu plus au Nord, aux Etats-Unis. Le Nord consomme, le Sud produit et assume les effets pervers!

Le coût des matières agricoles de base va augmenter. Cet "effet biocarburant" sur les prix n'aura pas les mêmes conséquences partout. Alors que l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) tire la sonnette d'alarme. En Afrique et au Moyen-Orient par exemple, les prévisions quant à la sécurité alimentaire sont inquiétantes. En 2015, si rien ne change, le nombre de sous-alimentés dans ces régions passera de 24 millions en 1990 à 36 millions⁶¹. Une augmentation du prix de la nourriture serait plutôt malvenue dans ces régions.

Outre l'impact sur l'environnement et sur la sécurité alimentaire de certaines régions du monde, les biocarburants présentent une menace directe pour l'agriculture traditionnelle, activité économique essentielle.

Paysans mis en échec et mat ?

Nous l'avons déjà dit, nous le répétons, la terre est un bien limité et sa surexploitation serait néfaste. Si la demande en biocarburant suit une courbe ascendante comme c'est le cas aujourd'hui au Brésil et aux Etats-Unis, le prix de cette

terre va également être revu à la hausse. Conséquence : la déstructuration de l'agriculture traditionnelle. Pourtant, l'agriculture n'est pas une activité économique comme les autres. Tout d'abord, elle satisfait le besoin humain le plus essentiel : se nourrir. Deuxièmement, à l'échelle mondiale, la population rurale s'élève à 3,3 milliards de personnes, soit 52% de la population mondiale ; la population agricole totale (active et non active) s'élève à 2,6 milliards de personnes, soit 41% de cette même population mondiale ; quant à la population agricole active, elle s'élève à 1,34 milliard de personnes, soit 43% de la population active du monde. Dans le Sud, plus particulièrement, l'agriculture occupe plus de la moitié de la population active (50% en Chine, 60% en Inde et 66% en Afrique noire)⁶².

Si le paysan est, aujourd'hui encore, la figure centrale de l'économie du Tiers-monde, un autre constat s'impose : c'est paradoxalement cette population qui souffre le plus de la faim.

Ce paradoxe tient dans le système de production international partagé entre l'agriculture capitaliste moderne, incarnée principalement par les multinationales du secteur et une agriculture traditionnelle au Sud comme au Nord dont la capacité de rendement et d'investissement est, bien entendu, beaucoup plus faible.

Déjà fortement touchée par les subventions à l'exportation des Etats-Unis et de l'Europe qui rendent leurs productions plus cher et donc peu compétitive, l'agriculture paysanne du Tiers-monde ne se relèverait sans doute pas d'une hausse significative du prix de la terre. Comme le fait remarquer Thierry Kesteloot d'Oxfam : "Sous la pression des multinationales, la terre va devenir un bien financièrement inaccessible pour les petits paysans, les grandes firmes vont alors s'accaparer l'ensemble des terres".⁶³

Pour conclure

Comparaison n'est pas raison. Néanmoins, l'analyse géoéconomique du pétrole et des biocarburants permet de mettre en évidence certaines similitudes entre les deux marchés.

La géoéconomie d'un déséquilibre

La première similitude existant entre les hydrocarbures, plus particulièrement le pétrole et les biocarburants est la géographie de leurs échanges sur le marché mondial. Le pétrole est, depuis sa découverte, une source énergétique produite essentiellement au Sud et consommée par les Etats industrialisés du Nord. Il en va, et il en ira de même pour les biocarburants. Ainsi, le prési-

dent Lula veut faire du Brésil la plus grande puissance énergétique de la planète grâce au biodiesel. En Afrique, selon le président sénégalais, Abdoulaye Wade, les vastes surplus de terres cultivables devraient faire de l'Afrique, le premier producteur mondial de biocarburants⁶⁴. En fait, partout au Sud, les dirigeants politiques lancent des projets de développement de cette énergie alternative : Turquie, Mexique, Chine, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, ... Dans les prochaines décennies, c'est le Sud qui deviendra le principal producteur des biocarburants.

La concentration du système

Outre la direction que prennent les flux énergétiques mondiaux, une autre similitude entre le marché des biocarburants et celui du pétrole au niveau mondial est la forte concentration à l'œuvre dans le marché. Au niveau du pétrole, nous en avons déjà discuté ci-dessus, le nombre de grandes firmes internationales se compte presque sur les doigts de la main.

Pour les biocarburants, deux secteurs s'interpénètrent : le secteur pétrochimique et le secteur agroalimentaire. Or, ils sont déjà extrêmement concentrés. Les biocarburants sont, d'ailleurs, à la base des nouvelles synergies dans le secteur privé : l'alliance entre BP et Dupont en est un exemple. Selon Madame Dilma Rousseff, chef du cabinet civil brésilien, les biocarburants sont l'expression du "mariage de l'industrie agricole avec l'industrie pétrolière"⁶⁵.

Les conséquences de ce mouvement sont donc, d'une part, une dépendance accrue de notre souveraineté alimentaire envers des entreprises qui n'ont, pour certaines, aucune expérience du secteur agricole et, d'autre part, la dépendance énergétique des populations du monde risque de passer des mains du Sud vers celles de quelques firmes internationales dont les objectifs sont avant tout financiers et dont la stabilité dépend souvent du bon vouloir de quelques actionnaires. Enfin, les objectifs productivistes de ces firmes cadrent mal avec la volonté de certains Etats du Tiers-monde de se développer à partir de la bioénergie.

Un urgent besoin de régulation

Le système économique qui régit les flux énergétiques au niveau mondial a, peu importe la source, un grand besoin de régulation. Cette dernière doit intervenir à deux niveaux.

Tout d'abord, une régulation de la consommation au Nord. En effet, que ce soit le pétrole ou les biocarburants, la surconsommation de ces énergies dans les transports entraîne leur disparition

dans d'autres domaines. Ainsi, le pétrole est une ressource naturelle aux applications multiples (les plastiques, par exemple) tandis que la terre est la source de notre souveraineté alimentaire.

Une régulation de la production au Sud ? Cette dernière ne viendra ni des Etats du Nord, dont l'objectif de soutenir la croissance par la consommation cadre mal avec une diminution des approvisionnements énergétiques, ni des sociétés transnationales dont les objectifs mercantiles entraînent même dans certains cas une surproduction.

Cette régulation de la production ne pourra donc venir que des pays producteurs, que ce soit pour le pétrole ou les biocarburants. Cependant, cette planification aurait un effet sur les prix et donc, sur les enjeux géostratégiques internationaux car si le discours sur l'énergie se veut internationaliste, dans la pratique, celle-ci reste avant tout une préoccupation nationale.

Notes

1. LOROT, Pascal, La géoéconomie, nouvelle grammaire des relations internationales, http://www.afric-t.org/article.php3?id_article=580
2. Le Canard Enchaîné du 21 septembre 2005.
3. <http://www.planete-energies.com/contenu/petrole-gaz.html>
4. Le secrétariat de la Cnuccd, <http://r0.unctad.org/infocomm/francais/petrole/marche.htm#conso>
5. Le Figaro du 3 octobre 2005
6. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
7. L'état des réserves mondiales est en stagnation. D'ailleurs, la moitié des méga champs pétroliers ont été découverts entre 1950 et 1960. Depuis 15 ans, un seul champ « super géant » a été découvert en 2001 au Kazakhstan. Enjeux économiques de juin 2004.
8. Enjeux économiques de juin 2004.
9. et le Secrétariat de la Cnuccd.
10. Le Guardian Weekly du 29 avril au 5 mai 2005.
11. US Geological Survey (USGS), <http://www.usgs.gov/aboutusgs/>
12. DUGAS, Sylvie, La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie ?, Montréal, CEIM, 2006.
13. Le New York Times du 2 mai 2005.
14. DUGAS, Sylvie, La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie ?, Montréal, CEIM, 2006.
15. JALILLOSOLTAN, Nader, Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne, http://www.afric-t.org/article.php3?id_article=153
16. JALILLOSOLTAN, Nader, Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne, http://www.afric-t.org/article.php3?id_article=153
17. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
18. RASHID, Ahmed, Taliban, Oil and The New Great Game in Central Asia, Londres, I.B. Tauris, 2000.
19. Enjeux économiques de juin 2004.
20. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
21. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
22. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
23. ATTAC France, http://www.local.attac.org/rhone/article.php3?id_article=258#nb2
24. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
25. Financial Times du 25 mars 2006.
26. RYDBERG, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
27. La Tribune du 29 mai 2006.
28. Site du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/>
29. MERITET, Sophie, Déterminant des prix des hydrocarbures, Paris, Université Paris Dauphine, http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/M_ritet_01.pdf
30. Le Figaro du 27 février 2003.
31. Rydberg, Eric, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
32. Observatoire des Entreprises du Gresea du 11 avril 2006.
33. Rydberg, Erik, La malédiction du pétrole : enjeux géostratégiques, Bruxelles, Gresea, 2005, http://www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html
34. Le Monde Diplomatique de mars 2007.
35. Le Monde Diplomatique de mars 2007.
36. Le secrétariat de la Cnuccd, <http://r0.unctad.org/infocomm/francais/petrole/societe.s.htm>
37. Le Monde Diplomatique de mars 2007.
38. Enjeux économiques de juin 2004.
39. Le Monde du 2 mars 2007.
40. Food and Agriculture Organisation, <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2006/1000282/index.html>
41. Food and Agriculture Organisation, <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2006/1000282/index.html>
42. Institut National de la Recherche Agronomique cité par Le Monde du 3 avril 2007.
43. <http://www.planete-energies.com/contenu/energies-renouvelables/energie-verte/biocarburants.html>
44. JANCOVICI, Jean Marc, Rapport DIREM/ADEM sur les biocarburants de 2003.
45. Agence Internationale de l'Energie, Biofuels for transport : An international perspective, http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr_2649_201185_31799894_1_1_1_1,00.html
46. Directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 et Le Monde du 3 avril 2007.
47. Le Monde du 3 avril 2007.
48. Financial Times du 9 mars 2006.
49. Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts, no. 116, mars 2007
50. Alliance Sud, http://www.alliancesud.ch/francais/pagesnav/framesE4.htm#D&D_DmDr10.htm
51. MERTENS, Peter, La classe ouvrière à l'ère des transnationales, Etudes Marxistes, n°72, 2005.
52. Libération du 10 septembre 2006.
53. Financial Time du 27 mars 2007.
54. Libération du 10 septembre 2006.
55. Libération du 10 septembre 2006.
56. Financial Times du 27 mars 2007.
57. BRAVO, Elizabeth, Qui tire profit du commerce des biocarburants, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=2100&var_recherche=biocarburants
58. Financial Times du 20 avril 2007.
59. Financial Times du 27 mars 2007.
60. International Herald Tribune du 12 février 2007.
61. Le Monde du 31 octobre 2006.[
62. HORMAN, Denis, Pouvoir et stratégie des multinationales de l'agroalimentaire, Bruxelles, Gresea, 2006, http://www.gresea.be/EP_06_DH_Agrobusiness_STN.html
63. De Tijd du 4 novembre 2006.
64. Alliance Sud, http://www.alliancesud.ch/francais/pagesnav/framesE4.htm#D&D_DmDr10.htm
65. RISAL, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=2100&var_recherche=biocarburants

Références

Pour en savoir plus...

Marc François, Documentaliste du Gresea

Des monographies

Quelques débats d'actualité sur l'agriculture: Droits de se protéger, OGM, biocarburants. Réflexions au sein de la Plate-forme souveraineté alimentaire; éd.CNCD, Bruxelles; 29 pages (Les cahiers de la coopération internationale n° 5, 12/2006)

Présentation de la Plateforme internationale sur la bioénergie (IBEP) ; FAO, Rome, 2006 ; 26 p. – <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0469f/a0469f00.pdf>

Oil outlook to 2025/ Organization of the Petroleum Exporting Countries; OPEC, 2004; 54 pages (Review Paper) – www.opec.org/library/OPEC%20Review/OWEM04.pdf

World energy outlook/ Agence internationale de l'énergie – www.worldenergyoutlook.org/

Taliban, Oil and The New Great Game in Central Asia/ Ahmed Rashid; IB Taurus, London, 2000; 288 pages

Biofuels for transport : An international perspective/ Agence Internationale de l'Énergie ; OCDE, Paris, 2004 ; 216 pages – www.iea.org/textbase/nppdf/free/2004/biofuels2004.pdf

EIB Energy Review European Investment Bank, October 2007; 28 pages – www.eib.europa.eu/Attachments/thematic/energy_review_2006_en.pdf

Le plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie/ Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean ; Ed. du Seuil, Paris 2006 ; 186 p.

Au-delà de l'alimentaire : des nouveaux marchés à conquérir. Rapport d'orientation de la FNSEA/ Xavier Beulin, Metz, mars 2006 ; 76 p. – www.fnsea.fr/sites/webfnsea/pres/co_ngr/2006/060331aor_rapport.pdf

Rapport sur l'optimisation du dispositif de soutien à la filière biocarburants/ Direction générale de l'énergie et des matières premières – www.industrie.gouv.fr/energie

Des articles

La "malédiction" du pétrole: enjeux géostratégiques/ Erik Rydberg ; Gresea, mars 2005 – www.gresea.be/EP_Mars05_ER_PetroleEquipePop.html

HORMAN, Denis, Pouvoir et stratégie

des multinationales de l'agroalimentaire, Bruxelles, Gresea, 2006, http://www.gresea.be/EP_06_DH_Agrobusiness_STN.html

Une "way of life" qui carbure au pétrole.../ Erik Rydberg ; Gresea, Août 2005 (Cette analyse a été publiée dans le bimensuel des Equipes Populaires, "Contrastes", n° 110, septembre-octobre 2005) – www.gresea.be/EP_Aout05_ER_Petrole_Contrastes110.html

Une géoéconomie de l'énergie ?/ Jean Marc Jancovici (rapport DIREM/ADEM sur les biocarburants de 2003) – www.gresea.be/Geoekonomielausanne07Partie1bb.pdf

Europa-biocarburants : Coup d'accélérateur sur le marché des carburants durables: la Commission européenne lance une consultation publique sur les biocarburants <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/591&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

La géo-économie : nouvelle grammaire des relations internationales/ Pascal Lorot ; 13 pages – <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/lorot2000.pdf>

Qui tire profit du commerce des biocarburants ?/ Elizabeth Bravo (RISAL) – http://risal.collectifs.net/article.php?id_article=2100&var_recherche=biocarburants

Vénézuela, Chine, Russie...: Les Etats s'emparent de l'arme pétrolier/ Jean-Pierre Séréni in : Le Monde diplomatique, mars 2007 ; p. 1, 18-19 – www.monde-diplomatique.fr/2007/03/SE-RENI/14496

Du Caucase à l'Asie centrale, « grand jeu » autour du pétrole et du gaz/ Régis Genté In : Le Monde diplomatique, juin 2007 ; p. 18-19 – www.monde-diplomatique.fr

Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants/ Eric Holtz-Giménez in : Le Monde diplomatique, juin 2007 ; p. 26-27 – www.monde-diplomatique.fr

La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie ?/ Sylvie Dugas ; Mont-réal, CEIM, 2006 – www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_dugas_06_23.pdf

La planète, menacée par la famine ?/ Alain Adriaens, chercheur-associé à Etopia, Décembre 2006 – www.etopia.be/IMG/pdf/Adriaens.pdf

Les biocarburants/ Anne-Florence Taminiaux in : Carrefour de l'économie (SPF Economie), 2007/1-2A ; p. 2-4

L'essence de la faim/ Duval, Guillaume in : Alternatives économiques, n° 259, juin 2007 ; p. 44-48

Brésil : les agrocarburants inaugurent un nouveau cycle d'expansion et de dévastation dans les régions du Cerrado et de l'Amazonie, Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts, no. 116, mars 2007 – www.wrm.org.uy/bulletinfr/116/vue.html#agrocarburants

Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne/ Nader Jalillosoltan – www.afri-ct.org/IMG/pdf/jalil2001.pdf

Déterminant des prix des hydrocarbures/ Sophie Meritet ; Université Paris Dauphine – www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/Meritet_01.pdf

Energy and climate: a contribution to dialogue on long-term cooperative action, November 2006 – www.wbcsd.org/DocRoot/X0GBYEM2m1c9rVMroeD/wbcsd-nairobi.pdf

International trade in biofuels: Good for development? And good for environment?/ Annie Dufey, IIED; 4 pages – www.iied.org/pubs/pdf/full/11068IIED.pdf

Energy Independence/ Philip J. Deutch in: Foreign policy, November-December 2005; 6 pages – www.ForeignPolicy.com

How Biofuels Could Starve the Poor/ C. Ford Runge and Benjamin Senauer in: Foreign Affairs, May/June 2007 – www.foreignaffairs.com

Food vs. Fuel/ John Carey and Adrienne Carter, with Assif Shameen in: Business Week Online, February 5, 2007 – www.businessweek.com/magazine/content/07_06/b4020093.htm?chan=top+news_top+news+index_top+story

Biofuels: an illusion and a threat (dossier) in: Third World Resurgence n° 200, April 2007; p. 6-27

Jusqu'où soutenir les biocarburants ? / Xavier Desgain ; Etopia, Analyse n° 10, juin 2005 ; 13 pages – www.etopia.be/IMG/pdf/10.biocarburants.pdf

Les biocarburants : opportunité ou calamité pour le Sud ?

in : Imagine Demain le Monde n° 60, mars-avril 2007 ; p. 42-43

Un dossier sur les biocarburants dans la revue française Politis n° 869, septembre 2005

Sites

Le site portail de l'énergie en Région Wallonne – <http://energie.wallonie.be/xml/dgtre.html?P=NC&IDD=488>

Ressources pédagogiques pour enseignants – www.planete-energies.com/contenu/petrole-gaz.html

Dossier Biocarburants réalisé par le Centre de documentation d'Alliance Sud (Suisse) – www.alliancesud.ch/francais/pages-nav/framesE4.htm?D&D_DmDrs10.htm

Portail qui abrite 3 structures : un magazine, un observatoire et une fondation autour des énergies renouvelables – www.energies-renouvelables.org

Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie – www.iepf.org

Info Comm (Cnuced), Informations de marché dans le secteur des produits de base – <http://r0.unctad.org/info-comm/francais/petrole/marche.htm#conso>

Notre Planète, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) – www.ourplanet.com

Communiqué de presse de la Coordination Paysanne (CPE), 23 février 2007 : Énergie, climat, agriculture : Les agro carburants industriels ne contribuent à résoudre ni la crise agricole, ni la crise climatique - Ils vont entrer en concurrence avec la production alimentaire - Il faut changer d'urgence les politiques agricoles, commerciales et énergétiques -

Les exploitations agricoles peuvent agir positivement pour infléchir la crise climatique – www.cpefarmers.org

End oil aid : Une coalition d'organisations contre la dépendance du pétrole comme source d'énergie – <http://www.endoilaid.org/>

World business council for sustainable development – www.wbcsd.org

Observ'ER (Observatoire des énergies renouvelables) – www.energies-renouvelables.org

Observatoire sur les biocarburants – www.biofuelwatch.org.uk/

Bulletin de veille n° 105, juin 2007 d'Inter-réseaux Développement rural est un spécial Biocarburants – www.inter-reseaux.org/rubrique.php?id_rubrique=475

Le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL) propose un dossier intitulé « Agro-carburants, une alternative ? » – http://risal.collectifs.net/mot.php?id_mot=969

Le réseau éco-consommation a publié un article sur les biocarburants en mars 2007 – www.ecoconso.be/article448.html

Le portail du droit belge a mis en ligne un article intitulé « Le cadre juridique des biocarburants », 13 octobre 2005 – www.droitbelge.be/news_detail.asp?id=279

La DG Environnement de l'UE a commandité en 2004 une étude sur les biocarburants destinée à déterminer les mesures concrètes pouvant être prises par la Belgique – www.climate-change.be/climat_klimaat/fr/etude-biocarburants.html

Association pour le développement des carburants agricoles – www.biocarburant.com/

La définition des agrocarburants sur le site français de Ekopedia – <http://fr.ekopedia.org/Biocarburant>

Compte-rendu de séminaire (mars 2005) qui s'inscrit dans le cadre du programme de recherches sur les politiques agricoles de l'IFRI et ayant pour thème Quelles perspectives pour le développement des cultures bioénergétiques ? – www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/manifestations/conf_rences_1031842048599/publi_P_manif_eco_bioenergie_1110982652600?fromrech=true

Les biocarburants, un dossier sur le site du Ministère des Affaires économiques – http://mineco.fgov.be/energy/biofuels/biofuels_fr.htm

Biofuels est un site dédié à l'information des technologies autour des biocarburants et de la biomasse – www.alternative-energy-news.info/technology/biofuels/

La presse parle du Gresea

Alternatives
Economiques

ENTREPRISES

Observatoire

● Le Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (Gresea) belge a mis en place un Observatoire des entreprises baptisé « BelWatch ». Environ 200 textes sur les pratiques de plus de 200 sociétés dans le monde sont accessibles gratuitement en ligne, avec un classement alphabétique et thématique détaillé.

Pour en savoir plus : www.gresea.be/observatoire.html

94 | ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES n° 259 juin 2007

l'info n° 25 • 22 jan 2007

Journal d'informations sociales et citoyennes



Hebdomadaire 65^e année ■ Rédaction: Char
e-mail presse@acv-csc.be ■ <http://www.linfo.be>

Une zone franche est une zone géographique d'un pays bénéficiant d'avantages tels que l'exonération de charges fiscales. En 2005, les 860 principales zones franches dans le monde recensaient au total 30 millions d'emplois.

L'île Maurice fonctionne largement grâce à ses zones franches, sa main-d'œuvre importée (Chine, Sri Lanka, Bangladesh, Inde - quelque 30.000 migrants, surtout des jeunes femmes, sur une population totale d'environ un million) et ses entreprises de sous-traitance. C'est par exemple la Compagnie mauricienne de textile (CMT), spécialisée dans le vêtement à maille pour les grandes marques qui vient d'inaugurer, en décembre 2006, un «atelier» de confection de 41.800 m² (soit la surface de six terrains de football) et un «foyer» d'une capacité de 1.400 travailleurs. Masse convoitée mais pas toujours docile. L'économie des zones franches, c'est 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Et la CMT, oblige souvent à travailler jusqu'à trois heures du matin pour atteindre l'objectif de 200 pièces par jour.

Début février, 438 travailleuses sri lankaises sont parties en grève dix jours en occupant l'aéroport de Port-Louis pour obtenir que leur salaire de base de 150 euros corresponde à 280 heures de travail et non 315 heures (calcul rapide: elles n'étaient pas contentes d'un salaire horaire de 19 anciens francs belges - 53 euro centimes de l'heure - et en voulaient 21). Elles voulaient cela et... travailler 48 semaines par an au lieu de 52. La suite? Le 15 février 2007, certaines travailleuses sri lankaises ont été rapatriées chez elles, d'autres ont repris le travail. Rien à voir, circulez. ●

Source: interview, recherches et archives Gresea (groupe de recherche pour une stratégie économique alternative).

l'info n°18 ● 4 mai 2007 ● 3

MAGAZINE
Syndicats N°09 • BIMENSUEL • 62^{ème} année
Bureau de dépôt: Chateaux X
Abonnements: 02 506 82 11
Éditions: 02 506 82 44 • 03 506 82 90
S.A. reg. : R. De Lacroix • Rue Pothier, 41 • 1000 Bruxelles

11 MAI 2007 • Éd. BRABANT/NAMUR/LUXEMBOURG

> LIVRE

Capital contre travail

L'offensive sur les salaires

de Xavier Dupret, Henri Houben et Erik Rydberg



La propagande sur les coûts salariaux (trop élevés!) est une des constantes du discours économique dominant. En Belgique, sa dernière expression a pris la forme de «pactes»: pacte de compétitivité, pacte entre les générations.

Le premier vise à enfermer l'évolution salariale dans le carcan de la norme salariale au nom d'une compétitivité toujours à charge des travailleurs. Le second augmente l'offre de travailleurs (des gens âgés en plus sur le marché).

L'un comme l'autre ont pour fonction de faire baisser le coût salarial. Donc, faire plier le travail devant le capital.

Cette stratégie n'est pas tombée du ciel. La «stratégie de Lisbonne», à savoir la volonté des chefs d'Etat de l'Union européenne, depuis 1999, de faire du continent la zone économique la plus compétitive du monde, est passée par là. Ce carcan, qui dicte la politique socio-économique des Etats-membres, est le fruit d'un lobbying industriel. Et les multinationales européennes sont très bien organisées...

«Capital contre travail. L'offensive sur les salaires» est le premier ouvrage d'une nouvelle collection créée en collaboration avec le GRESEA (Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative) et les éditions «Couleurs livres». Cette collection appelée «l'autre économie» veut apporter un autre regard, un regard critique, sur l'économie qui nous entoure. Par le biais de sujets concrets et «attrayants», cette nouvelle collection se veut avant tout accessible pour le grand public. «Parce que l'économie, c'est l'affaire de toutes et tous...»

Le livre «Capital contre travail. L'offensive sur les salaires» est disponible dans toutes les librairies au prix de 9€.

Les auteurs: Xavier Dupret, économiste et formateur en sciences politiques et économiques; Henri Houben, économiste et membre du secrétariat d'Attac-Bruxelles et Erik Rydberg, journaliste sont tous trois chercheurs au Gresea à Bruxelles. (www.gresea.be).

4

SYNDICATS • N°9 • 11 MAI 2007



LabourNet.de Germany

Auch geringere Kosten rebellieren...

Rumänien - oder bestimmte "Inseln" in Rumänien - gelten für westeuropäische Unternehmen als gelobtes Billiglohnland. Deswegen hat beispielsweise Michelin eine grosse Fabrik in Transsylvanien (ja, die Heimat von...) wo es arg mit der Bezahlung von Überstunden zu den 7-Tage Schichten hapert, und unbezahlte Probezeiten bis zu 2 Monaten eine Massenerscheinung sind. Weshalb jetzt mit Streik gedroht wird - denn auch billige Kosten sind Menschen. Den Schritt zum Streik haben die 11.000 Beschäftigten des Dacia-Werkes in Pitesti (Renault-Tochter) bereits getan und am 25. Februar einen Streik angekündigt. Die (französische) Zusammenfassung "Révolte des "bas salaires" de l'Est contre Michelin et Renault" vom 26. Februar 2007 von "Gresea" aus diversen Berichten von L'Humanité. <http://www.labournet.de/news/2007/freitag0203.html>



Le Groupe de Recherche pour une Stratégie Economique Alternative (GRESEA) vous annonce la publication de son nouveau numéro des Cahiers des Alternatives :

**« ALLIANCES INTERENTREPRISES NORD-SUD:
UNE STRATEGIE ALTERNATIVE POUR L'AFRIQUE ? »**
par Nicolas Gérard (chargé d'études au Gresea), 2007, 28 pp.



L'entreprise occupe aujourd'hui une place centrale au sein des politiques et stratégies de coopération au développement, dans un contexte de mondialisation croissante et d'hégémonisme de la logique du marché libre. Mais de quel secteur privé parle-t-on ?

A mille lieues de la logique, souvent exploitante et fragilisante, qui continue d'animer les rapports économiques entre l'Afrique et les pays industrialisés, en marge des priorités poursuivies par les bailleurs et institutions internationaux, des liens se tissent entre les peuples du Nord et du Sud.

Cette nouvelle brochure du Gresea explore et soumet au débat critique la question des alliances qui peuvent s'établir – et s'établissent - entre les petites et moyennes entreprises (PME) du Nord et du Sud, en s'inspirant en particulier de l'expérience des entreprises belges actives en Afrique subsaharienne.

Bien qu'encore peu répandues, ces formes de coopération entre acteurs privés s'avèrent bien souvent très bénéfiques pour les économies locales. En favorisant les transferts de ressources, de technologies et de savoir-faire adaptés, ces partenariats contribuent en effet à l'amélioration des compétences techniques et de gestion, à la dynamisation sociale et à la diversification des tissus économiques locaux. Sans être la panacée, ils pourraient, s'ils étaient réalisés massivement, jouer un rôle majeur dans les efforts de relance des secteurs productifs et contribuer de manière significative à la modernisation et à l'industrialisation des économies africaines.

Au-delà des retombées micro-économiques, il s'agit également d'envisager d'une autre manière la coopération entre le Nord et le Sud. D'une manière qui, à partir des forces productives et dynamismes locaux, en renforçant les liens entre opérateurs qui en définitive partagent les mêmes visions et intérêts, pourrait à terme déboucher sur la consolidation d'une demande sociale pour un « changement de cap en politique économique » ainsi qu'une autre logique des relations économiques internationales, condition et cadre indispensables pour un développement durable du continent africain et de la planète.

Pour commander cette nouvelle publication, contacter le Gresea: 0032/2/219.70.76 - 11, Rue royale, 1000 Bruxelles Belgique - E-mail: gresea@skynet.be - site: www.gresea.be

Prix de vente unitaire : 3 euros